la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Numéro 533 — Nouvelle série N° 232 **DECEMBRE 1967 — PRIX : 2,50 F**

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois .... **13 F**
Un an .... **25 F**

EXTERIEUR

Six mois .... **16 F**
Un an .... **30 F**

Le numéro : 2,50 F

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la rédaction et l'Administration à la

REVOLUTION PROLETARIENNE
21, rue Jean-Robert, Paris 18e
Téléphone : 607 02-06

PERMANENCES

le lundi, de 15 h à 18 h ; les mercredi et jeudi, de 16 à 19 h ; les samedi à partir de 15 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèque postal REVOLUTION PROLETARIENNE 734-99 Paris

Sommaire du N° 533 - Décembre 1967

ENTRE NOUS...

Trop souvent, quand nous avons à rédiger l'« Entre nous », nous nous efforçons de réagir contre le pessimisme qui s'empare de nous parce que, depuis trop longtemps sur la brèche, nous nous demandons quand se révélera l'équipe de relève qui permettra au « cuisinier » et à la plupart de ses collaborateurs les plus précieux de jouir enfin d'une retraite après tout bien gagnée.

Nous ferons exception en ce mois de décembre, qui achève la 43e année d'existence de la R.P. et nous apporte plusieurs raisons d'optimisme. D'abord, notre camarade Guilloré, qui suit les congrès syndicaux, a constaté, au sein de la C.F.D.T. presque autant de sympathies pour notre revue que lorsqu'il a suivi le congrès de Force Ouvrière.

En outre, la conférence de Body que nous venons d'organiser a remporté un franc succès, tant par le nombre des assistants que par la qualité et la diversité des interventions. Quand l'on songe aux passions que soulève la révolution russe, nous sommes heureux de constater que chacun peut, chez nous, s'exprimer en toute liberté sur cet événement et ses conséquences.

Nous avons un autre motif de satisfaction. Depuis quelque temps, nous sommes sollicités par des jeunes, travailleurs ou étudiants, désireux de s'informer sur l'histoire du mouvement syndical, qui demandent à consulter nos collections. Presque simultanément, nous recevons des offres de vieux militants de mettre à notre disposition leur collection. Dernièrement, la veuve de Jean Fontaine, l'ancien militant des instituteurs du Rhône, nous a remis une collection presque complète que nous allons faire relier par un camarade replié d'Algérie, un ancien syndicaliste des Métaux, qui s'est fait relieur.

D'autres offres nous sont faites. En particulier, la veuve d'un de nos abonnés de la Haute-Savoie met sa collection à notre disposition parce qu'elle ne veut pas qu'une si précieuse documentation tombe « entre des mains profanes ».

Merci à tous ces camarades. Nous tâcherons de faire le meilleur usage de ces collections et de satisfaire la curiosité de ceux qui veulent connaître l'histoire du mouvement syndical et ne se contentent pas des documents officiels.

Nous ajouterons à nos motifs de satisfaction le fait que notre rublique « La bride sur le cou » marche. Il n'y a pas un numéro où elle ait manqué de copie. Comme prévu, tous les jeunes peuvent y dire ce qu'ils veulent. Et nous avons promis de faire le moins de commentaires possible. Quelques recommandations cependant. Ne soyez pas trop longs ; n'écrivez pas « recto et verso » comme disent les typos ; laissez une marge pour permettre au « cuisinier » de porter les annotations nécessaires au typo : n'écrivez pas au crayon.

***

Enfin, il nous faut tout de même parler de notre situation financière qui demeure encore bonne, à la suite de notre récent appel. Mais les factures de l'imprimeur tombent inexorablement chaque mois. Aussi demandons-nous à nos fidèles amis de ne pas nous oublier pendant les fêtes du Nouvel An, d'autant plus que pas mal d'abonnements arrivent à échéance fin décembre.

Empêcher la politisation du syndicalisme

Une réflexion de Descamps, secrétaire de la C.F.D.T., — telle, au moins qu'elle a été rapportée par la presse — a fait l'objet de nombreux commentaires parmi les travailleurs. Au cours du récent congrès de la C.F.D.T., il a reproché, paraît-il à la C.G.T. de ne pas élargir suffisamment son combat au terrain politique. Or, la réflexion n'a étonné que ceux qui suivent mal les évolutions en cours.

LES ORDONNANCES, ETAPE VERS LE POUVOIR DE LA GAUCHE

Que s'est-il passé, par exemple, à propos des ordonnances ?

Il y a eu d'abord le temps du secret, le gouvernement lançant tapageusement l'idée de la nécessité d'une réforme fondamentale non seulement de la Sécurité Sociale, mais des problèmes de l'emploi et des rapports même entre salariés et patrons, tout en se gardant bien d'indiquer avec précision ce qu'il entendait faire.

Force Ouvrière, craignant le pire, et avec l'accord préalable de la F.E.N., déclenche la grève générale de 24 heures du 17 mai, mot d'ordre aussitôt suivi par les autres organisations.

C'est alors que les cartes s'abattent et que Force Ouvrière discute pied à pied avec ministres ou ministères intéressés. L'essentiel est alors sauvé : on ne connaîtra ni le démantèlement de la Sécurité Sociale entre plusieurs caisses, ni sa régionalisation entre caisses rivales. Ce qui ne signifie nullement qu'il faille approuver les ordonnances, bien au contraire.

Outre le principe même des ordonnances qui est à proscrire parce qu'anti-démocratique, nous aurons à nous élever contre l'augmentation des cotisations et du ticket modérateur, contre l'inflation d'administrateurs patronaux, etc. Et je ne parle pas de l'ordonnance sur l'intéressement des travailleurs qui se présente à la fois comme une fumisterie et un danger réel.

Mais toute cette analyse, nous ne la trouvons nullement dans la propagande C.G.T. ou C.F.D.T. ; car cela ne les intéresse pas.

A entendre en particulier les militants C.F.D.T. que nous côtoyons, le problème est plus simple : la Sécurité Sociale a été balayée par la V[e] République et la « reconquête de la Sécurité Sociale » prend de suite le goût d'une reconquête de la République. Car les masses des travailleurs restent, à juste titre, très sensibilisés par leur Sécurité Sociale. Il est donc possible, là, de les faire réagir. Mais, comme la C.G.T. s'oppose aux luttes d'ensemble et aux batailles d'envergure qui feraient reculer le gouvernement, il ne reste plus qu'une issue, disent-ils, la bataille politique. « Nombre de militants, dit Descamps, considèrent que si la gauche accède au pouvoir, nos revendications seraient comprises et satisfaites. »

A la suite d'une série d'évolutions, la C.F.D.T. a cessé de croire à l'action syndicale pour mettre toutes ses espérances dans un changement politique. Les journaux nous ressassent des contacts permanents Mitterrand-Descamps. Le passage se fait presque sans heurts du syndicalisme au mitterrandisme.

LA C.G.T. DANS LE BON COMBAT NATIONAL

Car la C.G.T., depuis des années déjà, casse le combat de la classe ouvrière de ce pays. Chaque fois qu'une grande lutte semble se dessiner, la C.G.T. divise, fractionne, canalise l'action des travailleurs. C'est par petits paquets qu'on entend les envoyer à la bagarre, ce qui permet de conserver une certaine phraséologie fracassante et donc de faire illusion auprès des travailleurs, mais qui laisse intact un Pouvoir qui travaille au renforcement de l'U.R.S.S. C'est là le point de jointure de cette face de Janus : ici, la dénonciation effarouchée d'un gouvernement aux mains des trusts ; mais là, la bonne petite grève bien sage qui ne fait de mal qu'aux pauvres travailleurs bernés.

Lorsqu'on lance un mouvement, comme c'est le cas, pour le 13 décembre, il ne s'agit même pas d'une grève de 24 heures, mais d'une « journée d'action » qui va permettre d'éparpiller, mais de faire croire à une protestation : la traduction ira, dans quelques entreprises, d'une demi-heure à deux heures de débrayage. Et rien dans les autres.

J'étais avec nos camarades des hauts-fourneaux de Chasse au moment où ils manifestaient contre la fermeture de leur entreprise et j'étais là à un moment donné où les C.R.S. barraient la route. « Mission accomplie, disaient aussitôt les responsables communistes, vous pouvez rentrer chez vous ».

Au Mans, ces dernières semaines, la C.G.T. disperse dans la ville, en cinq groupes différents, une manifestation qui risquait l'affrontement avec les forces de police. Et lorsque, chez Renault, le mois dernier, la section Force Ouvrière proposait d'arrêter les grèves symboliques, mais d'organiser un rassemblement devant le magasin luxueux des Champs-Elysées, la C.G.T. répondit aussitôt : « Camarades, ne troublons pas l'ordre public. »

A Saint-Chamond aussi, est annoncé le licenciement massif de 250 travailleurs et, dans un temps plus lointain, la suppression de 2000 emplois. Une grève de deux heures, un défilé. Et puis, la section Force Ouvrière pousse à l'action et il se trouve qu'au cours d'une deuxième manifestation, des vitres volent en éclats. Le Parti communiste s'émeut et nous avons les noms des deux dirigeants de ce parti qui sont alors immédiatement descendus sur place donner l'ordre à la C.G.T. d'arrêter toute manifestation. L'action commune unitaire, voulue par F.O., s'est brisée là contre la volonté des communistes.

Car, bien sûr, il ne faut effaroucher ni les gaullistes ni la bonne population qui risque de vous envoyer, demain, siéger dans un gouvernement de gauche.

Mais la récompense ne se fait pas attendre, dans le département de la Loire. Lorsque communistes et C.F.D.T. voudront manifester contre l'installation des nouveaux Conseils d'administration de la Sécurité Sociale, le préfet de la Loire donnera l'ordre de laisser les 100 manifestants envahir les salles du Conseil et conspuer odieusement, non pas les membres du patronat — qu'est-ce que vous croyez ? — mais les militants ouvriers Force Ouvrière.

FORCE OUVRIERE DEVIENT LA CIBLE

Car Force Ouvrière redevient l'ennemi public. Non pas pour des raisons que nous avons pu, nous aussi, mieux que personne, avancer. Non pas pour des positions ou trop timides ou trop strictement réformistes. Ce genre de discussions idéologiques devient ici, hors de propos et n'intéresse pas nos adversaires. Que diable, s'agit-il de divergences syndicales ? Vous n'y entendez rien.

Ce qui compte, encore une fois, c'est le gouvernement d'aujourd'hui et celui de demain. Le seul critère sur lequel on vous juge c'est votre volonté à forger le grand rassemblement de la gauche.

Or, seule F.O., parmi les travailleurs, s'oppose à ce courant. Et, parfois, à l'échelon national, la F.E.N. La S.F.I.O., elle-même, a donné des gages. Et les journalistes — ceux qui ont une carte C.F.D.T. en poche, mais aussi les autres — appuient à fond.

Alors, on a tiré le grand registre. Ce que Guilloré, par un doux euphémisme, appelle « laver son linge sale en famille ».

Les militants F.O. deviennent les vendus, les pourris à la solde des patrons. Le premier argument d'essai, va être l'acceptation par F.O., de la désignation des conseils d'administration de la Sécurité Sociale, à la place de l'élection. Mais lorsqu'est ressortie la position du Parti communiste qui se prononçait aussi pour la désignation, en 1946, on cherche autre chose.

Alors, le montage se fait sur l'acceptation par F.O. des voix patronales. Là, le gobe-mouches s'avère efficace. Mais quelle bonne blague !... Depuis toujours, dans les organismes sociaux paritaires, les caisses de retraite, les caisses de chômage, les élections sont faites à l'unanimité : un président patron, un vice-président salarié, et, deux ans après, on tourne. Cela n'empêche nullement le patron de poursuivre, par ailleurs, l'exploitation de ses travailleurs ni le salarié de le combattre.

A Saint-Etienne, le président de la Sécurité Sociale, Royer, a toujours été élu avec les voix patronales et vient d'être encore élu au bureau avec les voix patronales. En avril dernier, les deux cégétistes de Grenoble, votent, à bulletin secret, pour un président patron !...

Des centaines d'exemples de cette sorte n'empêchent pas la fureur de s'exprimer et, comme dans plusieurs autres villes, Saint-Etienne connaîtra la furie du 16 novembre où une centaine de militants communistes et chrétiens envahissent les salles des Conseils des Caisses et attaquent non seulement les positions de nos camarades Soffieto et Piolet, mais les attaquent comme hommes, d'une manière qui a soulevé l'indignation de tous les gens honnêtes ; les chrétiens étant, ce jour-là, hélas ! plus endiablés que les communistes.

Mais nous serons là, encore, Guilloré, pour défendre contre tous la dignité des hommes et la liberté.

L'INDEPENDANCE DU SYNDICALISME

La Ve République aurait, au moins, échoué sur un point si la tendance actuelle se poursuivait : le règne des partis politiques redevient l'absolu des choses. Et les journalistes nous présentent sans cesse les événements à travers cette division politique du parti gaulliste et de celui de la gauche.

La C.G.T. avais mis une sourdine aux apparences politiques de son action ; elle ne s'engageait, ces dernières années, dans un combat politique trop apparent que sur la pointe des pieds; sa liaison politique, était, on l'a vu, beaucoup plus subtile. D'où les regrets exprimés par Descamps.

Les liaisons Fédération-P.C., d'une part ; le pacte C.G.T.-C.F.D.T. d'autre part, les libèrent progressivement.

Nous attendions d'un autre côté, cette libéralisation progressive des communistes. Certains signes, à l'étranger plus qu'en France, nous faisaient espérer cette mutation que nous savions lente mais probable. Nous attendions, d'autre part, que la C.F.D.T., libérée elle aussi de ses attaches confessionnelles, puisse nous rejoindre.

Tout cela ne s'est pas produit et chacun prend aujourd'hui le chemin inverse. L'espoir recule d'un syndicalisme révolutionnaire, plus fort et plus dynamique au service des travailleurs. L'unité se fait chaque jour plus lointaine et notre rêve se referme sur un syndicalisme parlementaire au service des partis politiques.

Au milieu de cette confusion politique d'un courant qui, sous couvert d'unité nous conduit aux divisions et sous prétexte de combat nous accule à l'inefficacité, au milieu de ce courant qui s'accroîtra de toutes les sentimentalités, il importera et il importe de garder la tête froide et, d'abord de croire à l'action du syndicalisme. C'est un cri d'alarme, en effet ; on recherche, déjà, les hommes qui résisteront.

M. CHAUSSE.

P.S. — En dernière minute, nous apprenons qu'une sorte de pacte vient d'être conclu, pour le département de la Loire, entre le Parti communiste, le P.S.U., la Fédération, la C.G.T., la F.E.N. et la C.F.D.T., alliance pour les combats futurs. Un journal va jusqu'à titrer : « A la suite de cet accord, décision de grève le 13 décembre »... Il nous faudra, un jour, expliquer comment on a pu en arriver là, dans un département qui était, jusqu'à ce jour, à la pointe du combat syndical.

Justice de classe

Citroën qui, en tant que grande boîte, devrait donner l'exemple du respect de la liberté syndicale et de l'application des lois sur les délégués et les comités d'entreprise, est connu pour sa direction de technocrates réactionnaires. Notamment ceux de Rennes qui ont pratiquement saboté les dernières élections : 1 % seulement du personnel osa y participer.

Cela ne leur fera pas de la publicité auprès des ouvriers pour le placement de leur nouvelle 2 CV, argument qui nous fait sourire, mais auquel ces messieurs doivent être sensibles.

Chez Citroën à Rennes, donc, le délégué de La Jeannaie, Frémin, C.G.T., ayant demandé un « bon de sortie » pour rencontrer son collègue de l'usine de la route de Lorient, comme c'est son droit absolu, on le lanterna de 10 heures du matin jusqu'à 11 h 30. Puis, par surcroît, on voulut lui coller un avertissement ! La discussion avec le chien de garde de la Direction s'envenima et celui-ci osa gifler par deux fois le délégué.

L'affaire traîne devant les tribunaux. Si les juges rendaient, le 14 décembre prochain, un verdict de classe comme ceux que nous avons connus dans le passé, l'occasion serait belle pour toutes les Confédérations de déclencher une vaste action nationale pour imposer à la « nouvelle classe » d'exploiteurs le respect de la liberté syndicale ouvrière.

Nouveau retour d'Algérie

CIMETIÈRES... MAIS ESPOIR

L'impression que m'avait laissée mon voyage d'il y a deux ans en Algérie était comme un grand point d'interrogation :

« **Est-ce que ça va marcher ?** »

Aujourd'hui, je reviens avec optimisme. Il y a de grandes chances pour que ça marche. Donnons « **mention assez bien** » au moins.

De façon moins ironique qu'on ne croit je disais : l'accession à l'indépendance (avec mise à la porte des Français) est le grand succès de la colonisation française. Je pense aujourd'hui qu'on verra — qu'il y a déjà — un succès de l'indépendance algérienne.

LE FOYER DE L'INSURRECTION

J'ai parcouru, cette fois, une région que je ne connaissais pas : le nord de la province de Constantine.

Région montagneuse, puisque la province tout entière est en djebels, du sud de l'Aurès jusqu'à la mer ; et vraiment jusqu'à la mer : particulièrement de Djidjelli à Bougie la montagne tombe à pic dans une Méditerranée aux eaux calmes, bleues, transparentes, tout à fait attirantes... Mais l'on pense aux éventuels marins naufragés : pour eux c'est la mort. Et il en est ainsi, quoique de façon plus abordable — c'est le mot — sur des centaines de kilomètres.

Par contre, quelle richesse touristique ! On en tirera bien parti, un jour...

Du fait de son caractère montagneux cette province constantinoise a été le foyer de l'insurrection algérienne de 1954 et le principal théâtre de la guerre de huit ans qui s'ensuivit. Les vestiges ne manquent pas.

Les cimetières d'abord, cimetières de guerre, dits « cimetières des martyrs ». Il y en a un peu partout. Celui de Collo est impressionnant. Des tombes disposées en cercle, en nombre très supérieur à ce que je pouvais penser : plusieurs centaines peut-être, je n'ai pas compté, mais certainement plus de cent. C'est moins, bien sûr, qu'à Douaumont où les tombes musulmanes couvrent des hectares. Mais il faut penser à la très petite importance de la ville de Collo et au très faible peuplement de sa région. Et puis, il est bien sûr que tous les cadavres n'ont pas été retrouvés. Loin de là !

Autre vestige : les postes de guet. Ce sont de petits fortins en pierre, de forme carrée, de la hauteur d'environ deux étages, avec des créneaux en haut et des meurtrières sur les flancs. Il y en a un peu partout, notammenet sur les sommets. Ils ont été disposés de telle façon qu'on pût s'y voir de l'un à l'autre.

Il y a aussi les démolitions. En certains points, ce qui fut un village est devenu un terrain vague parsemé de tas de briques. Passant devant on se dit, forcément : « Ah ! les Français, quand même ! » Mais on me fait remarquer qu'il faut un peu de circonspection. La grande majorité des destructions est due aux Français, c'est sûr. Mais il y en a d'autres qui reviennent aux Arabes, au temps de la révolte d'Aït Ahmed, en 62-63.

Au détour d'une route voici un autre vestige, vivant celui-là : une multitude d'enfants, plus de cent. Ce sont les enfants des tués, enfants de « chouhada », comme on dit, ce qui veut dire enfants des martyrs. Ils se promènent avec leurs moniteurs. Ils sont bien vêtus, chaussés — ce qui est rare dans la montagne. Ils ont bonne mine. Ils ont tous à peu près le même âge, environ douze ans. C'est naturel.

A côté des villages démolis, il y a les « villages de regroupement ». Ils étaient destinés non à reloger les survivants des bombardements et incendies mais à surveiller une population toujours prête à aider, de plus ou moins bon gré, mais efficacement et impérativement, les gens du maquis.

Enlevés à leurs petits champs de montagne, les paysans et surtout les paysannes, car il restait peu d'hommes, étaient « regroupés » dans des agglomérations de maisonnettes serrées les unes contre les autres, dominées par un mirador : en fait, des camps de concentration. On est forcé de se dire que ces pauvres gens avaient dû abandonner leur bétail qui était tout leur capital et qu'il y a, sans doute, là, une des causes de la diminution extraordinaire qu'on a constatée dans le cheptel. (« Capital » et « cheptel » sont le même mot.) La diminution a été d'au moins 5 à 1. Aujourd'hui le troupeau semble reconstitué ; les gens ont retrouvé champs et gourbis ; les cases de « regroupement » sont vides, portes et fenêtres souvent arrachées.

ET DES ROUSSKY !

Profitons de l'occasion pour signaler un autre camp à allure concentrationnaire. Mais celui-là est d'un caractère tout différent ! C'est la cité administrative de Rocher Noir, à quarante kilomètres d'Alger. Au cours des années de guerre, un moment est venu où l'Administration ne s'est plus sentie en sécurité dans ses locaux d'Alger. Alors on a construit des locaux hors de la grande ville, à Rocher Noir : bureaux et locaux d'habitation, beaux immeubles, entourés de barbelés.

Ils sont vides aujourd'hui, ces immeubles, mais pas tout à fait. On y fait des cours ; cours sur le textile et les produits pétroliers. Et, j'oubliais, cours de russe, pour les nombreux gars qu'on envoie en stage, en U.R.S.S.

... Sur la plage nous apercevons des gens qui se baignent. Connaissant un peu intimement l'eau méditerranéenne d'hiver, je dis à mon compagnon :

— T'en fais pas. C'est pas des Algériens.

— Non, ça doit être des Russes.

EN FORET

Par des chemins extraordinaires — mon conducteur a du culot — la première journée de montagne (nous étions partis de Bône) nous a conduits à Skikda.

La route ? C'est plutôt une piste militaire. Les chenilles tankières y ont fait mille « nids de poule ». La vitesse tombe parfois à dix, ou cinq, kilomètres-heure. Le décor ? C'est la forêt de chênes-lièges et d'oliviers. Forêt très brûlée parfois. Les aviateurs français ont beaucoup usé du napalm ! Mais, sauf en certains points, ça repousse.

La faune ? On me dit : « sangliers ». Je n'en vois pas un seul. Par contre, un gros singe, un « cynocéphale » mâle, sans queue, croise parfois notre route. Comme il est « malin comme un singe » — c'est son droit, n'est-ce pas ? — il passe

devant les roues avant sans être bousculé, et sans même trop se presser.

... J'ai dit Skikda, tout à l'heure. J'ai dit que nous arrivions à Skikda.

Skikda (1), c'était, au temps des Français, Philippeville. Elle portait bien son nom, cette petite ville. Elle est très philipparde. La grande mode, sous Louis-Philippe, ç'a été les rues à arcades. Ainsi furent faites, à Philippeville, la grande rue et, à Alger, les rues Bab-el-Oued, Bab-Azoun, et de la Marine J'ai lu, sous la plume d'un contemporain, que c'était « comme la rue de Rivoli » !

Cette Philippeville m'a fait une impression excellente : un joli forum, avec une mairie très élégante, de style mauresque. (Mais celle-ci n'est certainement pas philipparde.)



Nous nous asseyons, mon compagnon et moi, à une terrasse confortable, devant précisément le joli forum. (Vous vous rendez compte du climat : en chemisettes, sur une terrasse à l'air libre, au milieu de novembre !)

Les réflexions viennent :

— Comme cette petite place est réussie! C'est tout de même bien, ce qu'ils ont fait, les Français, en cent ans. La réussite matérielle est certaine.

— Mais ils ont échoué au point de vue moral...

— Ça, complètement !

— Ils ne pouvaient pas ne pas échouer. Il aurait fallu qu'ils soient **acceptés.** Pour ça...

— Pour ça il aurait fallu, avant toutes choses, qu'ils se fassent musulmans. Il aurait fallu — ça n'aurait peut-être pas suffi d'ailleurs — qu'en 1830 ce fussent des **soumis,** et non des « roumis » (Romains) qui débarquent à Sidi Ferruch (**Islam** veut dire soumission.)

— Au contraire, il semble me rappeler que, sous **Charles X, on a présenté l'expédition comme « la lutte de la Croix contre le Croissant** ».

— Tu parles de Charles X ! C'est vrai, on l'oublie, c'est la dynastie légitime qui a eu l'initiative de l'aventure et en porte la responsabilité.

— Oh ! responsabilité bien partagée ! Louis-Philippe a continué Charles. La République de 48 aussi : elle a même déporté ici ceux des républicains de juin qu'elle n'avait pas massacrés. Napoléon III, lui, a déclaré : « **Je suis l'empereur des Arabes, comme l'empereur des Français.** » (Il avait la cote, d'ailleurs, auprès des Arabes.) Quant à la III[e] République, elle a été odieuse avec les Arabes... L'empereur avait francisé les Arabes, avait décrété qu'ils étaient Français ; ceci par un « senatus-consulte » de 1865, je crois. Tu vois : c'était bien avant qu'on parle d' « intégration ». Ceci ne faisait pas l'affaire des colons et capitalistes établis ici. Alors la III[e] république a dit : « Pardon ! Les Arabes ont été faits Français sous l'empire, en un temps où les Français étaient « sujets », pas encore citoyens. Ils restent donc **sujets français** et non citoyens. »

Ceci a permis d'infliger aux indigènes quantité de discriminations civiles. Et ça a duré jusqu'en... Oh ! pratiquement jusqu'à la fin.

— Tu te rappelles l'étude que Louzon a faite, en 1930, dans la « R.P. », à propos du centenaire de l'attaque française? Elle se termine, cette étude, par un mot que je n'ai pas oublié : « **la haine** ». Haine de la population conquise. Conquise, mais non soumise en son âme ! La résistance directe à la conquête, malgré la terrible infériorité des moyens, a été longue : 17 ans. Puis il y a eu des insurrections, notamment en 71. Ça a coïncidé avec la Commune de Paris, mais ça a duré beaucoup plus longtemps ! Et, tiens, c'était précisément dans la région que nous parcourons en ce moment : Constantinois et Kabylie. En somme, c'était la préfiguration de l'insurrection qui a réussi, celle de 54-62.

EXPROPRIATIONS

Les compagnons arrêtèrent là leurs propos. Ils avaient oublié un point important, dont ils s'aperçurent dès le lendemain :

L'auto approchait de Bedjaia (Bougie). La montagne ne tombait plus à pic dans la mer. Entre mer et monts il y avait une assez belle étendue de terre, labourée. Au loin, une petite agglomération.

Moi : Tiens! Est-ce que je me trompe? Ce n'est pas une mosquée. C'est une église. Il y avait donc des Français ici ?

— Parbleu, y a de la bonne terre !

Que j'étais bête ! J'aurais dû y penser tout de suite. Tout ce qui était bon comme terre, les Français l'avaient raflé !

Le menu incident nous permettait de résumer un des aspects du temps colonial en une trilogie facile à retenir : **Français, Croix, Expropriation.**

SITUATION INVERSEE

Donc, pour les Français, il y eut succès matériel mais échec moral.

Dès l'accession à l'indépendance, la situation s'est trouvée, pour les Algériens, exactement inversée : **succès moral, risque d'échec matériel.**

N'insistons pas sur le côté « moral ». Cela crève les yeux. Ils ont fait un bond, les Arabes d'Algérie ! (La nature progresse par sauts.) Les messieurs sont bien vêtus, et cravatés, en couleurs discrètes. (Auparavant, ils aimaient tant le jaune canari, le rouge, etc., avec des chaussettes vertes !) Et **l'on voit des femmes dans la rue** : haïk noir à Bône, blanc à Alger. Strictement voilées, bien sûr. Mais enfin elles osent sortir, même seules, ou avec des petits enfants, pour aller jouer au jardin. Ce n'était pas le cas du temps des Français. Et l'on comprend pourquoi. Une femme arabe dans la rue était exposée à être... ennuyée

---

(1) Disons un mot des nouveaux noms de ville, « Skikda ». je ne sais pas ce que c'est. Je ne comprends pas ce mot. J'ai posé la question. ici. à Paris. à un originaire de la région. qui parle berbère et arabe. Il m'a dit : « Ça n'a pas de signification. C'est un nom de ville. comme Paris » (Sur ce dernier point il se trompe puisque les divers « *Paris* » de France sont « *paroisses* »).

Quant à *La Calle*, elle est redevenue *El Kelaa*, c'est-à-dire : le château. Et l'on comprend pourquoi. La ville initiale, espagnole, est entourée de remparts qui en font une petite forteresse.

« *Annaba* ». pour Bône. c'est visiblement « *Hippone* ». nom traditionnel. probablement très antérieur à l'Islam. et même à Rome. mot punique. Notons d'ailleurs que du temps des Français c'était déjà le même mot. Malgré un accent circonflexe qui n'a aucune raison d'exister. ils disaient « Bonne ». C'est la dernière syllabe. la syllabe accentuée d'Hippone. (De même que « *copte* » est la syllabe accentuée d'*Aeguptos*.)

Pour *Beidja* (*Bougie*) c'est amusant. Comment a-t-on donné à une ville un nom d'objet usuel ? C'est l'inverse qui est vrai. si l'on en croit M. Gautier (in « *Les siècles obscurs du Magreb* »). *Bougie*, c'est un peu la capitale de l'olive. c'est-à-dire de l'huile. L'huile. ça brûle. On peut s'éclairer avec. Alors au temps où Bougie était espagnole (mais oui. ils ont eu des présidios un peu partout sur la côte les Espagnols : de Ceuta à Tunis) la ville de Beijda a fait commerce de chandelles. On les a appelées des « Beidja », c'est devenu « Bougie »

par des quantités d'individus « chrétiens » du sexe masculin, et pas seulement des militaires. Or, en cas d'incident, jamais un commissaire de police français n'aurait donné tort à un Français. Donc les femmes arabes ne sortaient pas. Elles restaient chez elles, bouclées. Ce qui permeettait aux « pieds-noirs » de dire : « **Ah ! ces musulmans ! Comme ils traitent les femmes !** »

Autre symptôme, du point de vue moral : l'abondance d'enfants qui vont à l'école. Je ne dis pas abondance d'enfants tout court ; celle-ci est étonnante : ça grouille dans la rue, ça joue à la marelle et au football entre les autos. Je dis bien abondance **d'écoliers.** A toute heure du jour, sur la route, notre voiture croise des enfants avec de beaux cartables. Je m'étonne :

— Quelle heure est-il ? Ils vont à l'école ou ils en reviennent, à cette heure-ci ?

— Ça dépend. Les deux, probablement. Les classes sont occupées par bordées successives, quelquefois trois dans la journée.

Eh oui ! J'avais lu ça, mais je l'avais oublié. Et je pense qu'il y a là une bonne chose. Je pense qu'avec deux heures **bien employées** on peut faire, pour l'enfant, à peu près ce que l'on fait chez nous en six heures. Et l'enfant est plus heureux... Mais, pour les maitres, ça doit être crevant.

COMME PARIS, « CEINTURE »

Arrivons au domaine des choses matérielles, terrain enfin solide.

Comme nous arrivions par l'Est, nous avons traversé, à Rouïba, la « zone industrielle d'Alger ». J'ai noté :

Sotubel ; Altamec (fabrique de tubes) ;
Berliet-Algérie ;
Sapag (robinetterie pétrolière) ;
Pompes algériennes ;
Peintures Freitag ;
Tannerie de Rouïba ;
Brasseries et glacières d'Algérie.

Je ne dis pas tout (ma mémoire n'est pas forcément fidèle). Mais disons-nous bien que cette « zone » de Rouïba représente à peu près **le dixième** de ce que l'on voit un peu plus loin, dans la grande banlieue est d'Alger, de Maison-Carrée à l'Agha.

... Je viens de dire l'Agha. Au point de rencontre de la rampe qui en vient et de la route de l'Est, la densité de camions est à peu près celle du boulevard périphérique à Paris (la « ceinture » comme on disait) au débouché de l'autoroute sud.

Il est impossible qu'une telle activité ne soit pas, finalement, vraiment productrice. Voilà pourquoi je reviens de ce nouveau contact avec l'Algérie, avec optimisme, disant : « **Ça va marcher. Ça marche. Ça ne peut pas couler !** »

COUCOU...

Parlant de la « zone industrielle » de Rouïba, j'ai évoqué, sans le dire — mais tout homme averti aura saisi — le plan de Constantine.

Qu'est-ce que « le plan de Constantine » ? On dira : c'est le projet d'industrialisation de l'Algérie que le général de Gaulle a imaginé, puis exposé en 1959, dans un grand discours, à Constantine.

C'est tout autre chose. De Gaulle, c'est un coucou. Il profite du nid des autres. Sa Majesté s'attribue à gloire ce qu'a mis au point la République. Exemples : bombe atomique (hélas !), pont de Tancarville, paquebot « France ».

On pense bien que les projets (ils sont au point) dont l'ensemble constitue le « plan de Constantine » ont demandé des années d'étude. Ils sont donc antérieurs à l'espèce de coup de force moral qui, en 58, a amené le grand Chose à la toute-puissance.

Il y a eu, en effet, un moment de l'insurrection algérienne où le Gouvernement Général de l'Algérie et le gouvernement français tout court n'ont plus su que faire. Alors, en même temps qu'on « cassait du fellagha », on a cherché une solution politique (« loi-cadre », etc.) et aussi une solution industrielle, un plan d'industrialisation de l'Algérie. Les études très sérieuses, les études de mise au point ont commencé en 57. De Gaulle, en 59, n'a eu qu'à s'en glorifier, à Constantine.

Que prévoit, donc, le « plan de Constantine » ? Je n'ai pas l'impression que je pourrai dire **tout.** Mais ce que je dis, c'est du sûr.

Le plan prévoit :

Hauts fourneaux à Bône ;
Liquéfaction, à Arzew, du méthane d'Hassi Messaoud, plus port pétrolier, plus usine d'ammoniaque, et encore de pétrochimie ;
Même chose à Philippeville, pour les produits d'Hassi Rmel ;
Des tanneries ;
Des textiles ;
Des « zones industrielles » à Alger, Oran, Constantine ;
Et l'expansion du bâtiment : 25.000 logements par an.

Comment les choses vont-elles, dix ans après le travail préliminaire ?

Elles ne vont pas mal.

A Arzew, pour le gaz, ça marche, même très bien. Et l'usine d'ammoniaque sort de terre. Pour la pétrochimie, on verra plus tard. Le port pétrolier ? On a essayé de s'en passer. On a essayé de travailler avec des « sea-lines », les navires étant accorés sur six coffres d'amarrage. Ça a présenté des inconvénients (pensez : quand il y a du vent !). Alors on va reprendre les travaux du « port pétrolier » proprement dit : les navires pourront travailler à quai.

A Philippeville, la construction de l'usine méthanière va démarrer. Et, à Bougie, le port pétrolier est tout fait ; c'est une portion du port normal.

Pour l'expansion du bâtiment ? Ça n'a pas marché tout de suite. Cependant « El Moudjahid » (entre parenthèses, ce canard unique, cette « Pravda » algérienne est un peu moins horriblement mal fait qu'il y a deux ans), « El Moudjahid » signale une petite reprise : on recommence à travailler sur l'Aurassi, un immeuble d'Alger, qui doit avoir vingt-deux étages, dont les Français avaient abandonné la construction, en 62. Et l'on prévoit, pour 1968, la mise en chantier de 10.000 logements.

Quid des tanneries et textiles ? Ça va. Une grande fabrique a démarré à Djidjelli (peaux en provenance d'Argentine). Il y en a de plus petites un peu partout. Et des chaussures sont faites à Tébessa.

Le textile : un peu partout aussi, sur laine locale et, bien sûr, australienne ; coton local d'El-Asnam (ex-Orléansville) et surtout mondial, c'est-à-dire américain et égyptien.

Les « **zones industrielles** » d'Alger, Oran et Constantine ?

Nous avons vu celle d'Alger. Ça y est. Elle est construite.

Les deux autres, non. Elles restent théoriques. Du moins pour l'instant.

Je demande : Pourquoi ? On me répond :

« **Personne ne veut investir.** »

Le motif est sérieux. Et j'ai alors l'occasion de noter que toutes les entreprises que j'ai dites pour la « zone industrielle » d'Alger sont « privées », « capitalistes », sauf Berliet-Algérie, qui est en « économie mixte », c'est-à-dire que l'Etat algérien a la moitié du capital. Les deux autres zones devront, en somme, attendre que l'Etat algérien fasse les investissements. Donc, ça va traîner.

Venons-en aux futurs hauts fourneaux d'Annaba (Bône). C'est un gros morceau. C'est très bien parti. (Ça s'appelle S.N.S. : Société nationale de sidérurgie.) Sur un chantier de plus de 200 hectares, les constructions montent. On aura peut-être les premières fontes l'année prochaine.

Le minerai sera celui de l'Ouenza. Sans être extraordinaire, il est de bonne qualité. L'ennuyeux est que, pour l'amener, il faut franchir des montagnes, ce qui est coûteux (mais ceci est à porter à la charge des parlementaires algériens de la IIIe république, qui ont voulu favoriser l'Algérie, et particulièrement Bône, aux dépens de la Tunisie, laquelle constituait, ainsi que l'indique l'évacuation des eaux, le domaine naturel d'aboutissement à la mer).

Minerai, donc, de l'Ouenza. Le coke ? Il viendra d'outre-mer. Ça, c'est fâcheux. Les Yougoslaves disent qu'ils ont trouvé un moyen de remplacer le coke par du gaz naturel. On ne pouvait pas penser à cela, bien sûr, au moment où le projet a été établi, en 1957. En tout cas, en 64-65, quand il a fallu démarrer, l'idée n'a pas été retenue.

L'usine produira fonte et acier. Prévues : 500.000 tonnes annuelles. De ceci l'Algérie elle-même, l'industrie algérienne, absorbera une part : 150.000 tonnes.

Il faudra vendre le reste. Je me gratte la nuque. Mais un ingénieur, à côté de moi, est optimiste : **On vendra... à l'Amérique.** Il paraît que la métallurgie américaine est telle qu'elle ne peut plus fabriquer que de la très bonne qualité. Faire moins serait saboter machines et installations. Alors le numéro 2, qui a son utilité, ils l'achèteront.

Ainsi soit-il !

...ET COCU

Le prix de l'usine de Bône ?

Quarante milliards anciens pour la division fonte, seule. Au total, cent cinquante pour aciéries, laminoirs, tuberie, etc.

Les « accords d'Evian », de 1962 ont prévu que la France continuerait à appliquer, donc à financer, le « plan de Constantine ».

Elle le fait.

A ces milliards de Bône, ajoutez tout ce que doit coûter la série de créations dont j'ai donné la liste plus haut, incomplète.

Ça fait beaucoup d'argent.

Ça fait énormément.

Si l'on en croit R. Tournoux (2), ça permet à un impérialisme masqué d'être satisfait. L'ex-saint-cyrien, resté, à bien des points de vue, préburtaire, aurait déclaré (je cite de mémoire) :

— L'Algérie indépendante ? Allons ! Avec tout l'argent que je lui donne !

Il y a des cocus généreux qui ne raisonnent pas autrement.

J. PERA.

(2) In « La tragédie du général ».

LE CONGRÈS F.E.N. 1967

Le titre pourrait faire croire que ces notes sont une manière de compte rendu ou une relation de certains débats. Il n'en est rien. Elles se proposent surtout de situer quelques options prises par la Fédération de l'Education nationale lors de son congrès du 21 au 24 novembre 1967.

I. — CAPITALISME ET MARCHE COMMUN

Dans un contexte caractérisé — entre autres données — par les nécessités d'une adaptation progressive de l'économie française au Marché commun, la situation des travailleurs est plus que préoccupante car cette adaptation s'opère en fonction des intérêts capitalistes et au détriment des intérêts ouvriers.

La concurrence internationale dans le cadre du Marché commun a de multiples incidences. Sur les entreprises françaises marginales comme sur celles dont la modernisation n'est pas réalisée pèse la menace d'échanges internationaux de moins en moins favorables. Ces entreprises ne peuvent tenir, devant celles qui sont mieux armées et les conséquences sont lourdes pour les travailleurs : chômage, suppressions d'emplois, reconversions difficiles ou migrations de main-d'œuvre avec toutes les conséquences dramatiques qui en découlent.

Il est tentant pour les entreprises de faire appel à l'Etat, dont on sait que la sollicitude est orientée dans un sens bien précis... même quand le même Etat est accusé par les patrons de mainmise abusive.

Quelques faits paraissent très bien concorder dont :

— les allègements fiscaux sur les bénéfices et le maintien d'une fiscalité pesante pour les travailleurs ;

— l'accroissement du revenu se traduisant par l'accroissement des disparités de classe ;

— les ordonnances d'août 1967 qui viennent à un moment précis et qui expriment de claires intentions :

L'*intention* de présenter comme une mesure sociale l'intéressement des travailleurs à l'entreprise alors que cet intéressement s'inscrit dans l'association Capital-Travail qui fit déjà couler beaucoup d'encre, alors que cet intéressement a pour conséquence première les allègements fiscaux pour le patronat et le blocage d'une partie du salaire pour les travailleurs, alors que cette épargne obligatoire permettra de financer des investissements tout de suite tandis que le patronat dispose de 5 ans pour rendre des comptes... ou n'en pas rendre.

L'intention de reprendre une institution ouvrière par excellence : la Sécurité Sociale, et de réformer sa gestion selon les vues exprimées par le Conseil du Patronat français en 1955.

Non seulement les travailleurs sont lésés dans leur salaire, non seulement ils paient un impôt supplémentaire de santé, mais ils sont l'objet d'une monumentale mystification quand on leur affirme que s'ouvre la voie du socialisme.

Le socialisme n'a jamais consisté à satisfaire les revendications patronales et à instaurer une collaboration de classe obligatoire.

II. — DEFENSE OUVRIERE ET ACTION SYNDICALE

Que l'on ne s'étonne plus alors des réactions en Moselle, dans la Région lyonnaise, en Loire-Atlantique pour prendre quelques exemples...

Mais cette riposte, est-elle massive, coordonnée, généralisée ? Si, dans leur ensemble, les centrales syndicales condamnent les ordonnances, les objectifs et les moyens d'action sont-ils convergents ? Dans une situation caractérisée par le pluralisme syndical et la proportion énorme d'inorganisés, on se plaît à rêver de ce que pourrait être cette riposte s'il existait une centrale unique ou largement majoritaire.

Le pluralisme est un fait et la désaffection syndicale en est un autre et c'est ce qui explique sans

doute la tiédeur des réactions devant les ordonnances.

III. — LA F.E.N. ET L'UNITE D'ACTION

Tout ceci paraît être bien loin du récent congrès F.E.N... où il fut pourtant largement débattu de la situation sociale générale et de l'unité d'action car une affirmation ouvrière cohérente et globale s'impose au-delà des actions spécifiques ou particulières lancées à des moments différents, selon des modalités différentes et dans des perspectives différentes.

Si le mouvement ouvrier français est cloisonné du fait de la diversité des centrales, la F.E.N. présente néanmoins une image originale : celle d'une Fédération autonome unique et unitaire.

L'accord C.G.T.-C.F.D.T. n'est ni mariage d'amour ni mariage de raison, mais plus vraisemblablement accord tactique dont l'application est diverse d'un secteur professionnel à l'autre et au travers duquel se manifestent surenchères et courses de vitesse.

La polémique dirigée vers F.O. par la C.G.T. en permanence, par la C.F.D.T. occasionnellement ne contribue pas à assainir le climat et les accusations portées n'ont pas forcément la garantie de l'objectivité.

La C.F.T.C. maintenue conserve son audience auprès des mineurs du Nord et dans une frange de la classe ouvrière.

La C.G.C. joue son jeu catégoriel.

Et il est même question de constituer une centrale de plus : la C.F.T.

En raison de cette mosaïque, l'unité d'action fait penser au rocher de Sisyphe et le pouvoir ne manque pas une occasion de souligner la division du mouvement syndical :

— interview de tel ou tel militant à l'occasion de tel ou tel congrès ;
— mise en évidence des succès très relatifs de telle ou telle grève ;
— accent porté sur les différences entre les centrales quant à l'analyse de la situation et quant à l'action préconisée.

Une organisation syndicale est cependant obstinément ignorée du pouvoir : c'est la F.E.N. et ses 400.000 adhérents. Est-ce parce qu'elle témoigne par son existence et son activité, de la non-fatalité du pluralisme ? Est-ce parce qu'elle constitue une affirmation de la possibilité de réaliser très largement l'unité organique dans un secteur professionnel important ?

Si, à propos des ordonnances concernant la Sécurité Sociale, la F.E.N. a lancé une pétition en commun avec la M.G.E.N. (Mutuelle enseignante regroupant plus de 800.000 adhérents ou ayants droit), c'est à la fois pour condamner les ordonnances (texte de la pétition) et pour affirmer la représentativité F.E.N.-M.G.E.N. (nombre de signatures).

Mais c'est aussi pour protester contre l'éviction de la F.E.N. *en tant que telle* des organismes de gestion de la Sécurité Sociale. Parce qu'elle n'a pas un caractère confédéral, bien que ses adhérents soient professeurs, instituteurs, administrateurs ou agents d'administrations, employés, surveillants, cuisiniers ou préposés au chauffage, la F.E.N. n'est pas considérée comme organisation syndicale habilitée à gérer la Sécurité Sociale de ses propres mandants, et les adhérents d'une organisation syndicale *unitaire* sont représentés par les délégués d'organisations syndicales extérieures et différentes.

Concernant l'Unité d'Action qu'il s'agisse de la reconquête de la Sécurité Sociale ou de toute revendication corporative ou générale, la F.E.N. ne considère pas l'accord C.G.T.-C.F.D.T. comme un fait positif. Elle se prononce en faveur d'une unité d'action très large, sur une *plate-forme syndicale* et des *modalités syndicales préalablement définies en commun*, et non pour un système conduisant à se rallier à une action déterminée par la C.G.T. et la C.F.D.T., même si ces deux centrales représentent une importante fraction de la classe ouvrière organisée.

La F.E.N. rejette aussi, jalouse d'une *indépendance syndicale qui ne saurait être aliénée, même circonstanciellement, et même si la conjoncture politique semble pousser à une sorte d'association syndicats et partis politiques.*

IV. — QUELQUES PRINCIPES. L'ORIENTATION F.E.N.

Dans son rapport d'activité adopté par 8.472 mandats contre 4.837 et 741 abstentions, *James Marangé*, secrétaire général de la F.E.N., affirmait clairement :

« Notre thèse bannit la notion de contrat ou de programme commun au mouvement syndical et aux partis politiques, *a fortiori* s'il s'agit d'un contrat ou d'un programme de gouvernement. »

Et il déclarait par ailleurs :

« L'Unité d'Action ne saurait être qu'un moyen imposé par les circonstances et jamais une fin en soi. Elle peut même devenir la pire des choses si elle donne l'occasion trop souvent exploitée de surenchères démagogiques, de tentatives de débauchage, d'attaques mutuelles contre les dirigeants des organisations intéressées... »

. . . .

« ... On ne saurait se contenter de faire de l'action syndicale à coups de communiqués de presse ou de résolutions qui seraient, nous disent certains, ce que l'expérience n'a jamais démontré, réellement efficaces s'ils étaient communs au lieu d'être parallèles. »

La motion d'orientation générale, adoptée par 8.182 mandats contre 4.107 à la tendance cégétiste, 790 à la tendance Ecole Emancipée et un millier d'abstentions ou refus de vote confirme de telles conceptions.

La F.E.N. se caractérise toujours par son attitude à l'égard de l'unité d'action, par son opposition à une succession disparate de grèves sporadiques, répétées, sectorielles dont l'efficacité reste à prouver, par son opposition à une agitation pour le communiqué à des fins de propagande au détriment d'une action globale bien préparée et seule efficace.

La F.E.N. est une organisation syndicale qui estime que la Charte d'Amiens n'a pas tellement vieilli.

Les votes sur le rapport d'activité et sur l'orientation font apparaître le maintien, quand ce n'est pas la progression, des positions dites majoritaires en face des positions cégétistes.

Certes, les problèmes actuels pédagogiques, laïques, corporatifs par exemple, ont retenu l'attention du congrès.

Certes, le congrès a consacré une séance à l'étude de la vie intérieure de la Fédération et à la retouche de certaines de ses structures mais nous avons voulu insister plus particulièrement sur le fait que la F.E.N. confirme la valeur des principes fondamentaux d'un syndicalisme indépendant et unitaire.

Jean GIRY,
Jeanne MAISONNET.

LE CARDINAL N'A PAS CONFIANCE DANS LES MIRACLES DE LOURDES

Vers le 20 novembre dernier, la grande presse et la télévision nous ont appris avec éclat que le cardinal Veuillot, archevêque de Paris, se trouvant à Lourdes, était rentré précipitamment à Paris pour se faire soigner d'une maladie assez sérieuse. Il a depuis été opéré.

Nous souhaitons, bien entendu, à ce brave cardinal un prompt rétablissement et bien qu'il soit assuré d'aller en Paradis, nous lui souhaitons de vivre longtemps encore. Mais quelque chose nous a surpris dans son comportement de malade.

Voyons ! on nous dit qu'à Lourdes on y fait des miracles et des milliers de malades y vont chaque année pour être guéris. Or voilà un cardinal, grand chef de l'Eglise catholique, qui est malade et qui se trouve à Lourdes. Belle occasion pour être guéri par la source miraculeuse ! Eh bien, non ! Le cardinal malade s'empresse de quitter Lourdes et ses miracles pour venir se faire soigner à Paris par de grands et bons médecins.

M. le cardinal n'a donc pas confiance dans les miracles de Lourdes !

Caisse de grève : capitalisation ou répartition?

Quand l'Assemblée générale de mon syndicat nous chargea — Faucier, Rimbert, quelques autres camarades et moi — d'étudier la gestion de la Caisse complémentaire Gutenberg et, par ailleurs, la possibilité de créer une caisse de grève, je dois avouer que je ne voyais pas grand rapport entre ces deux sujets bien distincts.

Impressionné, alors, par les luttes des syndicats américains, qui, grâce à leurs caisses de grèves soutiennent des luttes de plusieurs mois (le syndicat de Reuther a maintenu pendant 4 ans une grève contre la puissante entreprise Kohler !) j'avais alors à peu près la même position que celle que l'ami Faucier nous a exposée dans le numéro d'octobre de « la R.P. ».

Mais, justement, les études auxquelles j'ai dû me livrer pour démontrer que les patrons de la « Gutenberg » menaient une politique de capitalisation contraire aux intérêts des retraités, m'ont amené à modifier mon point de vue sur le fonctionnement d'une caisse de grève en France.

Bien entendu, je suis toujours pour la création d'une organisation de soutien aux luttes ouvrières, mais je suis à présent convaincu que celle-ci doit fonctionner par « répartition » et non par « capitalisation », sinon elle profitera plus au gouvernement qu'aux ouvriers.

En effet, les conditions en France ne sont pas les mêmes qu'en Amérique. Là-bas, les syndicats disposaient (jusqu'à présent) d'une monnaie stable, ayant une valeur or. Avec les dépenses guerrières américaines et la dévaluation de la livre sterling, cela pourrait changer bientôt ; mais, dans le passé, les sommes épargnées par les syndicats américains se retrouvaient, dix ans après, avec à peu près la même valeur ; bien placées elles avaient même fait « des petits ».

En France c'est tout le contraire. Avec la dévaluation constante pratiquée par nos gouvernements respectifs, due essentiellement aux armements trop lourds pour notre petit pays, dix ans après notre argent aurait perdu 50 % de sa valeur. Et pour ce qui est des sommes placées dans des actions, même de grandes entreprises solides, elles auraient, à cause de la crise boursière due au pillage technocratique, perdu, au cours de ces derniers cinq ans, jusqu'à 60 % de leur valeur.

L'argent épargné par les syndiqués aurait donc été volé à moitié par l'Etat, et, pour le reste, aux trois quarts par les technocrates des grandes entreprises ! Ce n'est pas là le résultat escompté pour une caisse de grève.

C'est pour cela que je pense qu'une telle caisse devra, en France, fonctionner sur le principe des « caisses complémentaires », c'est-à-dire sur le principe de la « répartition », avec, en plus, des cotisations variables.

L'EXPERIENCE C.F.D.T.

Avant d'entrer dans le détail, voyons un peu ce qu'est devenu le F.A.S. (Fonds d'Action Syndicale) de la C.F.D.T. que, par euphémisme, les dirigeants déconfessionalisés nomment « Fonds d'action professionnelle ».

Cinq F.A.S. se sont déjà « fédérés » dans la C.N.A.P. et, selon son président, Pierre HUREAU, s'orienteraient vers la création d'une caisse confédérale unique.

Quelque deux millions cinq cent mille francs auraient déjà été versés en secours aux grévistes.

Mais là ne s'arrête pas l'action de cette organisation. Elle a déjà versé également des indemnités à plusieurs dizaines de militants sanctionnés pour leur action syndicale. Cela est très important du point de vue moral.

De plus elle mène actuellement une trentaine de procès contre le patronat et la technocratie abusifs. Là encore, un bon avocat, bien au courant des questions sociales, mis gratuitement à la disposition d'un militant sanctionné est très précieux.

Pour louable que soit un tel effort, il est nettement insuffisant pour briser le carcan technocratique dans lequel est pris le prolétariat français.

Si nous voulons que l'expansion en cours lui profite également, et si nous voulons empêcher que nos dirigeants rejettent sur lui tous les inconvénients de l'adaptation au Marché commun, il nous faut trouver mieux.

DES GREVES-LOCOMOTIVES

L'idéal serait évidemment une Organisation de Solidarité Ouvrière (O.S.O.), lancée d'un commun accord par les différentes Confédérations et ouverte aux inorganisés, pour lesquels cette organisation de solidarité pourrait être l'antichambre du syndicat.

Une cotisation minime suffirait pour assurer le « volant de Caisse » nécessaire à la bonne marche de cette O.S.O. en temps normal. Mais tous les adhérents souscriraient l'engagement qu'en cas de grève, dans un secteur ou l'autre qui ne les concerne pas, ils augmenteraient la cotisation selon les besoin, jusqu'à concurrence d'un jour de salaire par mois.

Dans « la R.P. » du mois dernier, l'ami Guilloré, nous rendant compte d'une conférence de presse des syndicalistes canadiens, nous apprend d'ailleurs qu'au Canada les *cotisations variables*, pour secours aux grévistes, se pratiquent déjà, et peuvent atteindre jusqu'à 125 francs lourds par semaine ! Il faut évidemment tenir compte des différences de salaires.

Une telle O.S.O., donc, permettrait de lancer des grèves-locomotives, c'est-à-dire une grève dans une entreprise-type bien choisie, Citroën, par exemple, grève que l'on pourrait faire durer, avec le soutien de toute la classe ouvrière, jusqu'à sa victoire complète.

Une fois le barrage technocratique enfoncé, il serait facile d'élargir les avantages acquis aux autres entreprises.

Ainsi le prolétariat français reprendrait confiance dans le syndicalisme.

Mais nos bonzes intégrés en veulent-ils d'une telle organisation de solidarité, et surtout des grèves-locomotives ? Ne préfèrent-ils pas pulvériser l'élan ouvrier dans des mouvements en miettes, pour ensuite jouer les ministres sans portefeuille dans les commissions étatiques ? Alors que le rapport moral de la C.F.D.T. reconnait que sans l'action ouvrière à la base ils seraient réduits au rôle de larbins de la technocratie. (Ce n'est pas exprimé aussi crûment.)

Le dernier mot n'est toutefois pas dit. Avec la mobilité d'une main-d'œuvre qui voyagera de plus en plus dans une Europe qui se soudera toujours davantage, en dépit du sabotage gaulliste, il se trouvera bien un jour de jeunes militants pour reprendre la lutte sur le seul plan efficace, celui des entreprises, et organiser la solidarité ouvrière indispensable, dans le sens que nous venons d'indiquer.

Maurice LIME.

LE JEU DE L'ÉVENTAIL

Les chiffres du ministère des Affaires sociales (*Monde*, 26-11) montrent que, contrairement au blablabla officiel sur une répartition équitable de l'enrichissement national, l'éventail des salaires n'a pas cessé de s'élargir.

Pour les dix dernières années (sept. 1956 à sept. 1966) les augmentations du pouvoir d'achat seraient :

Cadres	+ 48,70 %
Employés	+ 32,62 %
Contremaitres et techniciens	+ 31,59 %
Ouvriers moyens	+ 31,59 %
« Smigards »	+ 3,76 % à 6 %

Ces chiffres officiels soulignent la trahison de la C.G.T. qui refuse, comme le préconisent pourtant F.O. et C.F.D.T., la priorité à une augmentation des bas salaires.

Il faut absolument arriver à abolir l'augmentation au pourcentage qui aggrave l'injustice sociale.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

Bilan du réalisme

C'est le temps des bilans. Et pas seulement de ceux des « libres entreprises » de notre France gaulliste dont les bénéfices vont — comme chacun n'en doute pas un instant — être partagés avec les travailleurs ! Proportionnellement, comme il se doit, à ce qu'ils encaissent déjà comme salaires, appointements et primes diverses ! Proportionnellement, comme chacun en est sûr, au service rendu à la collectivité ! Un service mesuré « scientifiquement », personne n'oserait le contester, et dont la rémunération s'échelonne légitimement entre 400 F (et moins) et 10.000 F (et plus) par mois, avec une remarquable condensation autour de 1.000 F (au plus) !

De cela nous parlerons et reparlerons. Mais c'est d'un bilan plus général qu'il s'agit. Le bilan mondial du réalisme. Chacun sait que nous ne sommes pas des réalistes ; nous sommes des utopistes, au mieux des idéalistes. Nous sommes donc bien d'accord que ce sont les réalistes qui gouvernent le monde. Dressons donc leur bilan provisoire pour cette année 67 de notre siècle.

Un monde qui vit sous la menace, qu'il refoule chaque jour dans son inconscient, de la catastrophe atomique. Un monde qui connait déjà des abcès purulents comme la guerre du Vietnam si bien administrée par ces réalistes de l'impérialisme américain. (C'est exprès que j'emploie ici le terme d'impérialisme, contesté par d'aucuns dans ces colonnes mêmes et dont je me déclare prêt à justifier l'emploi dans les différents sens où il est possible de le prendre). Une guerre « odieuse » comme dit justement de Gaulle, cet autre réaliste qui s'y connait puisqu'il a mené, dans les lieux mêmes, une guerre non moins odieuse. Plus près de nous, le Moyen-Orient, un conflit entretenu par les deux maitres de la stratégie réaliste mondiale. Et puis Chypre où deux populations qui devraient s'entr'aider, s'affrontent pour le contentement des colonels qui règnent à Athènes. C'est le temps des colonels et des généraux réalistes. Ils lèvent comme chiendent dans le champ du réalisme mondial. Ils florissent dans cette Amérique du Sud où meurent ou sont incarcérés des héros comme Guevara ou Régis Debray, bourgeois ralliés à la cause des victimes du réalisme. A Madrid, règne encore l'abominable Franco. En Allemagne, le parti ultra-nationaliste N.P.D. retrouve une clientèle disponible.

Ce monde réaliste est tourmenté d'ailleurs d'une crise profonde. Il l'est dans les deux parties où il se trouve schématiquement divisé (sans parler du tiers monde d'un réalisme imitatif). Le monde du réalisme « socialiste » est secoué par le schisme énorme de la Chine, porteuse peut-être d'une révolution nouvelle, et par différents révisionnismes qui ne sont d'ailleurs pas tous régressifs. Un nouvel utopisme, c'est-à-dire le réalisme de demain, y trouve un terrain favorable. Quant à cette partie du monde où nous sommes, si assurée qu'elle était d'avoir surmonté ses crises périodiques, elle souffre actuellement d'une sorte de maladie générale qui entraine le sous-emploi et l'insécurité, alors qu'elle se fondait théoriquement sur le plein emploi et sur l'Etat tutélaire.

Dans notre propre pays, une équipe de technocrates réalistes entoure un général nationaliste intégral. La classe ouvrière goûte les fruits de ce réalisme. Elle a à sa tête des chefs qui se veulent aussi réalistes et qui mènent sa bataille défensive de la manière que l'on connait encore dans cette fin d'année et dont nous allons parler maintenant.

Mais ce temps des réalistes n'impose-t-il pas, comme une contrepartie nécessaire, le temps des révolutionnaires ?

Grèves ou gymnastique ?

On n'est pas très sûr de comprendre les raisons profondes de la tactique actuelle de la C.G.T. — celle du parti communiste qui l'impulse. Notre ami Marcel Chausse, de la Loire, en donne dans ce numéro une explication générale qui est sans doute juste.

Dans les transports parisiens, nous avons vu l'organisation de la C.G.T. avancer, seule, d'un pas, puis reculer de deux. Même comportement à l'E.G.F. et ailleurs ; même recours à une agitation de surface s'enlisant dans des mouvements partiels peu suivis dont le seul résultat est d'affaiblir les possibilités d'une action générale. A la S.N.C.F., l'absurdité de cette tactique s'est révélée à un point tel qu'il est difficile de croire que les dirigeants eux-mêmes de la fédération C.G.T. des cheminots aient pu en être les initiateurs (si ce n'est pas de l'absurdité, alors c'est plus grave encore, et il faut recourir à l'explication politique que donne Marcel Chausse). A la S.N.C.F. donc, un des plus importants secteurs de la lutte de classe, on a assisté à une grève manquée et qui ne pouvait pas ne pas manquer dans les conditions où elle fut préparée. On peut presque dire qu'elle fut préparée pour échouer. Le camarade Raymond Martin, secrétaire des cheminots C.F.D.T., a expliqué devant son congrès confédéral comment la fédération C.G.T. l'avait mis devant le fait accompli, interprétant à sa façon qui fut « classique » mais que certains pouvaient croire oubliée, l'accord d'unité d'action. Puis l'on a assisté à la « désescalade » de la C.G.T. (l'expression est de Raymond Martin) et à « une action prématurée affaiblissant l'action véritable » (toujours selon les propres termes du secrétaire de la fédération C.F.D.T.).

Ce n'est certes pas ce qui est préparé pour ce 13 décembre, conjointement par les deux centrales alliées, qui puisse nous faire attendre une action proprement syndicale pour ce jour-là. Que peut-il apporter de plus que d'autres journées semblables qui l'ont précédé ? Dans son rapport préparatoire au congrès, Descamps disait que la C.F.D.T. s'opposerait à « des journées exutoires ». N'est-ce pas une journée exutoire que ce 13 décembre dont — du moins au moment où j'écris — les modalités d'action paraissent restreintes ? Dans son discours de clôture, Descamps avait

envisagé une action de plus longue portée et de plus grande ampleur avec, comme seul objectif, « l'abrogation des ordonnances » : grèves et rassemblements dans les chefs-lieux de départements, puis marche sur Paris. Le 13 décembre fait-il partie de cette stratégie ?

Il semble bien que, dans cette absurdité apparente de l'agitation de la C.G.T., il y ait aussi l'intention de ne pas « se laisser tourner sur sa gauche », si tant est qu'on puisse parler ici de gauche ! Il faut remettre à leur place les jeunes militants gauchistes de la C.F.D.T. !

Ceux-ci ont pourtant été souvent au premier rang pour hurler avec les loups contre « Force Ouvrière», ce qui est encore une façon — comme nous le dit Marcel Chausse — de se dispenser de l'action véritable. J'ai un peu l'impression que Chausse me reproche de joindre ma faible voix à ce concert anti-F.O. Si la gymnastique de la C.G.T., soutenue trop souvent encore par la C.F.D.T., est assurément déplorable, cela ne suffit pas pour assurer que l'action (ou plutôt l'absence d'action) de F.O. est bonne. Le refus d'accepter des postes de président ou de vice-président des caisses ne suffit certes pas, et il n'est même pas général puisque la presse nous a appris qu'à Nice le candidat C.G.T. avait été élu président de la caisse d'allocations familiales. Mais je vais essayer de dire ce qu'à mon avis de syndiqué de base, il fallait faire. Et Chausse dira s'il y a quelque chose qui ne va pas.

Ce qu'il fallait faire

Supposons donc que, par extraordinaire, Force Ouvrière ait refusé de désigner des délégués aux conseils d'administration des caisses (il paraît que c'est seulement à une voix près que la C.F.D.T. n'a pas pris cette décision). La C.G.T. et la C.F.D.T. suivaient (le problème est le même quelle que soit la centrale qui aurait pris l'initiative). Que se serait-il passé ?

Il apparaissait déjà clairement, et aux yeux de « tout le peuple » grâce à une campagne d'explication, que les organisations syndicales ouvrières se refusaient à participer à la réforme réactionnaire de la Sécurité Sociale, qu'elles niaient pratiquement l'ordonnance et qu'elles en faussaient réellement l'application. Je dis même que l'ordonnance ne fonctionnait pas, qu'en tout cas elle ne pouvait fonctionner que comme une institution anti-ouvrière d'administration patronalo-gouvernementale, et qu'il était impossible qu'elle fonctionne longtemps ainsi.

Il n'est pas sûr d'ailleurs que partout, dans toutes les régions, le patronat eût accepté ce rôle, sans parler de la C.F.T.C. cléricale et de la C.G.C. qui auraient été au moins embarrassées, qui n'auraient pu être autre chose que des fantoches. En admettant même que l'institution, ainsi défigurée, puisse fonctionner pendant le temps où le pouvoir gaulliste affaibli se survivra, ce n'était déjà plus celle que l'ordonnance avait prétendu fonder et le gouvernement qui succédera à celui-ci se trouvait tenu à l'abroger. Il était intolérable qu'il ne le fasse pas. Voilà la véritable lutte contre les ordonnances ! Voilà sans doute la seule réponse à la réaction sociale, le seul refus à « l'intégration » !

J'attends maintenant que l'on douche mon enthousiasme et que l'on me dise ce que la classe ouvrière y aurait perdu pratiquement. S'il y avait des dangers réels à cette tactique, qu'on nous les expose ! Oui ou non, veut-on l'abrogation de l'ordonnance, ou veut-on s'installer dedans ?

Je crois bien que l'on se contentera de me dire que ma position n'est pas « réaliste » (voir plus haut). Si elle ne l'est pas, c'est que la réalité du syndicalisme français n'est pas ce qu'elle devrait être, ce qu'elle pourrait être. Mais n'est-ce pas contre cela que nous crions ici ?

Parmi les congrès... Celui de l'Union Départementale F.O. de Loire-Atlantique

Je ne sais si la place et le temps permettront que les commentaires que nous avions annoncés sur le congrès de la C.F.D.T. paraissent dans ce numéro. On en trouvera déjà quelques-uns dans les paragraphes précédents. Ils ne suffisent pas à rendre compte de cet important congrès, très instructif sur la réalité ouvrière de France, très significatif sur les courants principaux qui traversent le mouvement syndical et ouvrier. Il y a là de la jeunesse, du dynamisme, des illusions, mais non pas du monolithisme comme certains schémas voudraient nous le faire croire. Ce ne fut pas un congrès morne et conformiste.

Je regrette, mais je ne suis pas sûr qu'on puisse en dire autant du congrès de la Fédération de l'Education Nationale qui vient de se tenir du 20 au 24 novembre. Une sorte de torpeur semblait peser sur des congressistes sans passion et sur les rares auditeurs ; on avait l'impression d'une sorte d'assemblée d'enregistrement. J'exagère ; il y eut bien quelques moments chaleureux. Il faudra que nous en reparlions aussi. Contentons-nous maintenant de citer quelques chiffres qui rendent compte du « rapport des forces ». N'était-ce pas là l'essentiel de ce congrès ? La majorité autonome conserve donc la majorité, malgré la conquête du S.N.E.S. (Syndicat National de l'Enseignement Secondaire) par la tendance communiste. Voici, sur tous les votes impliquant une orientation, la répartition approximative des mandats : sur 14.000 mandats, 7.500 pour la majorité autonome, 5.300 pour la tendance que dirigent les communistes, 750 pour « l'Ecole Emancipée ».

Une partie au moins de cette dernière tendance se retrouve dans l'Union Départementale F.O. de Loire-Atlantique qui vient de tenir son treizième congrès, à Saint-Nazaire, les 9 et 10 décembre. Ce congrès, lui aussi, prêtera certainement à des commentaires ultérieurs. Il est possible que nous n'approuvions pas en tous points l'analyse de la situation sociale que nous trouvons dans le rapport moral qui nous a été aimablement envoyé. Mais, dans l'ensemble, il a un ton et un tonus qui nous plaisent. Nous lisons notamment dans ce rapport, comme venant à l'appui de ce que nous écrivons plus haut : « *Notre U.D. a maintenu les contacts avec la C.G.T. et la C.F.D.T. pendant toute la période des vacances en vue d'une action éventuelle contre les ordonnances. Les ordonnances n'en furent pas moins prises sans réactions notables de la part des syndicats. Mieux, il semblerait qu'en dépit d'une opposition verbale, elles auraient finalement obtenu l'aval des bureaucraties confédérales.* » Souhaitons, comme l'affirme le rapport de la Loire-Atlantique dans sa conclusion, que « les réalités de la lutte des classes finissent toujours par avoir raison ».

Raymond GUILLORE.

REFLEXIONS SUR LA REFORME DE L'ENSEIGNEMENT

Dans tous les pays on parle beaucoup de réforme de l'enseignement. La raison en est que les progrès rapides de la technique et de l'organisation économique et sociale exigent une masse de plus en plus grande de techniciens et de personnes ayant de très larges connaissances. On peut dire que le problème qui se pose aujourd'hui à l'enseignement est comparable à celui qui lui a été posé au siècle dernier lorsque la révolution industrielle exigea un nombre de plus en plus grand d'individus sachant lire, écrire et compter.

Il est évident que les progrès de la technique — et je prends le mot au sens large — nécessitent de la part de tous les acteurs de la vie économique, politique et sociale une formation et des connaissances de plus en plus étendues. Or, l'enseignement actuel, tel qu'il est conçu et structuré, ne semble pas en mesure de répondre aux exigences de la vie. C'est pourquoi de tous côtés on parle de réforme de l'enseignement.

Absorbé pa mon travail professionnel et par d'autres préoccupations, je n'ai suivi le débat sur la réforme de l'enseignement que de très loin. Il me semble, cependant, que dans ce débat on n'a pas abordé le problème à sa base, c'est-à-dire quant à la méthode même de l'enseignement. Et c'est sur ce point que je voudrais intervenir.

Actuellement l'enseignement part de l'idée qu'il faut commencer par apprendre un peu de tout à chacun pour ensuite se limiter au sujet choisi par l'intéressé. Naturellement ce « un peu de tout » varie en quantité selon le degré de l'enseignement. Le minimum exigé au certificat d'études primaires grandit quelque peu au brevet et plus encore au baccalauréat où, cependant, une certaine diversification commence à se faire depuis quelque temps. Ce n'est qu'avec l'entrée dans l'enseignement supérieur que la spécialisation commence et, encore, là aussi de nombreuses généralités subsistent.

Ce processus suivi par l'enseignement pourrait se résumer comme suit : on part de la connaissance plus ou moins poussée de tout, pour aboutir à la connaissance approfondie d'un sujet.

Or, que constatons-nous ?

Lorsque l'individu entre dans sa spécialisation, que ce soit par le canal de son travail ou de l'enseignement, il développe considérablement ses connaissances dans sa spécialité, mais il oublie progressivement la plupart des autres connaissances qu'il avait acquises en suivant partiellement ou intégralement le processus de l'enseignement. Ces autres connaissances, il les oublie parce qu'elles ne lui sont pas nécessaires dans son travail ou dans ses recherches, ou bien parce qu'elles ne l'intéressent pas. Seuls les esprits curieux de toutes choses et assoiffés de connaissances les conservent et les améliorent même. On trouve souvent des individus complètement ignorants ou presque, non parce qu'ils ne sont pas allés à l'école mais parce qu'en raison de leurs conditions de vie et de travail qui ne nécessitent pas de connaissances, ils ont tout oublié ou presque.

Nous constatons donc que dans le processus actuel de l'enseignement on inculque à l'individu des connaissances sur des sujets qu'il oublie par la suite parce qu'elles ne lui sont d'aucune utilité dans sa spécialisation ou dans son travail, et aussi parce qu'elles ne le passionnent pas. Or, ces connaissances, qui ne l'intéressent pas, pour lesquelles il ne se sent aucun goût et n'a aucune aptitude, ne font que le rebuter, lui font apparaître l'enseignement comme une corvée qu'on lui impose et sont très souvent la cause de son échec ou de sa fuite de l'enseignement.

Une première question se pose donc devant nous : est-ce bien utile d'inculquer toutes ces connaissances à tous les individus ?

Je ne le crois pas. L'enseignement devrait suivre un processus inverse de celui qu'il suit actuellement : au lieu de partir de connaissances sur tous les sujets pour aboutir à la spécialisation sur un sujet, il devrait partir de la spécialisation pour aboutir à des connaissances plus étendues.

La première fonction de l'enseignement devrait donc être de déceler le sujet pour lequel l'individu présente un goût et des aptitudes particulières. Dès lors, c'est sur ce sujet que devrait porter l'enseignement, les autres devenant accessoires.

Cette méthode serait nettement meilleure pour la formation de l'homme. J'en veux pour preuve la vie qui nous révèle quantité d'individus ayant une formation intellectuelle et technique nettement supérieure à celle qu'ils ont acquise à l'école.

En effet, seule une petite minorité de la population poursuit ses études jusqu'au sommet de l'enseignement. La plus grande partie ne va pas plus loin que le certificat d'études. Le reste s'arrête en cours de route entre le certificat d'études et le sommet. Or, on ne peut pas dire que ceux qui sont allés jusqu'au sommet de l'enseignement soient tous d'un niveau intellectuel supérieur à celui de ceux qui se sont arrêtés en route. Certes, parmi les docteurs, les agrégés et les diplômés des grandes écoles, il y a de très grandes valeurs intellectuelles, mais ils ne sont qu'une petite minorité ; les autres, versés dans leurs spécialités, ne sont que de bon professionnels, rien de plus.

Si nous regardons ceux qui ne sont pas allés au sommet de l'enseignement, nous constatons le même phénomène. Une masse de bons professionnels dans leur spécialité et une minorité d'esprits brillants, tout aussi brillants que ceux qui ont atteint le sommet de l'enseignement. Or, ces esprits brillants qui n'ont pas passé par tous les degrés de l'enseignement, ont acquis leurs connaissances à partir de leur spécialité, que cette spécialité soit le travail qui leur permet de gagner leur vie ou qu'elle soit une activité indépendante de leur travail. Tout individu qui ne se contente pas d'être un bon professionnel, mais qui cherche à approfondir tous les problèmes qui concernent sa spécialité ou qui s'y rattachent, est amené inévitablement à élargir ses connaissances générales et à accéder ainsi à un niveau intellectuel équivalent à celui qu'il aurait acquis s'il était allé jusqu'au sommet de l'enseignement. C'est ainsi que de nombreux ouvriers ou employés n'ayant que leur certificat d'études ou même pas, ou bien s'étant arrêtés sur le chemin du baccalauréat se sont élevés dans l'échelle intellectuelle grâce à une activité inhérente à leur travail ou accessoire. Cela est vrai surtout pour les travailleurs auxquels les conditions sociales n'ont pas permis de suivre les divers degrés de l'enseignement, même s'ils en avaient les aptitudes. Entrés dans la vie professionnelle, ils ont perfectionné et élargi leurs connaissances soit à partir de leur travail, soit à partir d'une activité accessoire. Parmi ces activités, celles qui ont le plus permis l'épanouissement de valeurs intellectuelles, il faut citer notamment le militantisme syndical et politique. Mais d'autres activités, telles que les

coopératives, le théâtre, la peinture, la littérature, les mouvements de jeunesse, ont aussi permis l'éclosion de valeurs intellectuelles qui n'ont pas suivi la hiérarchie de l'enseignement.

Dans ces conditions, je tire la conclusion que tout individu qui se consacre à une activité répondant à ses aptitudes, à son goût et à sa personnalité, même s'il n'a pas reçu un enseignement général approfondi, est amené à élargir ses connaissances intellectuelles générales et, par cette voie, il acquiert ainsi des connaissances qui l'auraient rebuté s'il avait dû commencer par là. C'est donc une erreur, à mon avis, de commencer l'éducation d'un individu en voulant lui inculquer toutes les connaissances dès le départ : la littérature, la chimie, la physique, les mathématiques, l'histoire, l'art, le dessin, la musique, et tout, et tout...

En conséquence du raisonnement ci-dessus, la méthode d'enseignement la plus efficace serait la suivante :

L'enseignement primaire devrait se limiter à apprendre aux enfants les éléments nécessaires de l'instruction, à savoir leur apprendre à lire, à écrire et à compter. En effet, il est évident que si un enfant ne sait ni lire, ni écrire, ni compter, il ne pourra pas s'instruire ; il ne pourra rien apprendre d'autre que ce qu'il verra ou entendra. De nos jours, la connaissance exige la lecture des travaux des autres, elle exige l'écriture et le calcul le plus élémentaire. Donc savoir lire, écrire et compter est la condition nécessaire de la connaissance, et cette condition c'est l'école primaire qui doit la remplir. Sans rien imposer d'autre aux enfants.

Tout en remplissant cette tâche, l'école primaire peut opérer une première sélection. En effet, on apprend à lire sur des textes, on apprend à écrire sur des sujets, on apprend à compter sur des problèmes. Textes, sujets et problèmes peuvent éveiller chez les enfants des goûts, des dispositions et révéler leurs aptitudes pour tel ou tel sujet. C'est à partir de là qu'il faut sélectionner et orienter les enfants vers un second cycle d'enseignement qui portera précisément sur le sujet qui les aura intéressés. Il sera alors inutile de vouloir leur apprendre les autres sujets qui, ne les intéressant pas, les fatigueront, les rebuteront et qu'ils oublieront de toute façon très vite.

L'enseignement ainsi pratiqué portera sur un seul sujet. Dans ces conditions on peut penser que l'enfant deviendra très fort sur le sujet choisi mais restera ignorant sur les autres. C'est une erreur que la vie elle-même se charge de démontrer. En effet, le développement de la connaissance sur un sujet entraine inévitablement l'élève à s'intéresser à d'autres sujets qui sont directement liés ou en contact avec celui qu'il étudie, lesquels le mettent en contact avec d'autres sujets.

Ainsi, de sujet en sujet, il élargira ses connaissances. Et la connaissance acquise par la liaison des sujets entre eux, sera bien plus profonde et plus solide que celle qui est ingurgitée de force et en vrac à des enfants qui doivent obligatoirement apprendre tout s'ils veulent avoir leur diplôme. La société est pleine d'individus qui ont été rebutés par l'enseignement primaire ou secondaire parce qu'il leur fallait apprendre la physique, la chimie, les mathématiques qui ne les intéressaient pas, alors qu'ils se sentaient attirés par la littérature, l'histoire ou l'économie, et inversement. Rejetés de l'enseignement, ces individus ont, très souvent, perfectionné leurs connaissances sur les sujets qui les intéressaient, et de là élargi leurs connaissances générales. On les retrouve adultes possédant des connaissances et une érudition générale qui surprend chez quelqu'un qui n'a que son certificat d'études, parfois même pas. Or, ces connaissances et cette érudition générale, ils les ont tout bonnement acquises en développant leurs connaissances sur le sujet qui les intéressait et qui tout naturellement les a amenés à étudier d'autres sujets.

Le problème de l'enseignement ne concerne pas seulement les enfants, il concerne aussi les adultes. Pour beaucoup d'enfants, la majorité peut-être, l'école est considérée comme une corvée, ils y vont par obligation et attendent avec impatience l'heure de la sortie, celle des vacances. Aussi, nombreux sont ceux qui quittent l'école le plus vite possible pour aller travailler, même quand ils auraient les moyens de continuer leurs études, parce qu'ils considèrent le travail comme une libération par rapport à l'école qui leur parait une servitude. Si nous ajoutons à cela les conditions sociales de la famille qui ne permettent pas de laisser les enfants suivre des études, il s'ensuit que la très grande majorité des enfants entrent dans la vie active avec une très élémentaire connaissance. Or, la vie active est une école, d'un autre genre sans doute, mais combien efficace. Entré dans la vie active et devenu adulte, l'individu prend contact avec une multitude de sujets parmi lesquels un le passionnera plus que d'autres. Souvent c'est son travail même qui le met en contact avec des sujets de connaissance qui l'intéressent. Alors, lui, qui lorsqu'il était à l'école ne pensait qu'à en sortir, éprouve maintenant le besoin d'apprendre, non pas d'apprendre tout ce qui figure au programme du certificat d'études ou du baccalauréat, mais d'apprendre le sujet qu'il vient de découvrir et qui le passionne. C'est là que l'enseignement des adultes doit intervenir.

L'adulte, quel que soit son âge, qui, au contact d'un sujet de connaissance donné, se découvre un intérêt pour ce sujet doit pouvoir trouver dans une école le moyen d'approfondir ses connaissances au lieu d'être abandonné à sa propre initiative. Mais là aussi, il faut que l'enseignement qu'on lui prodiguera porte uniquement sur le sujet qui l'a passionné et qu'on ne l'oblige pas à ingurgiter d'autres sujets pour lesquels il n'a aucune passion et qui ne feraient que le rebuter.

Pour réaliser cet enseignement des adultes, il faut que l'Université leur soit ouverte à tout âge sans qu'on leur demande un quelconque diplôme préalable. De cette manière, tout adulte qui se découvre un goût pour un sujet quelconque de connaissance pourrait suivre un enseignement qui, lorsqu'il était enfant, le rebutait. Le désir d'apprendre, de savoir, de s'instruire ne naît pas forcément dès l'enfance. Il peut venir à tout âge de l'existence d'un homme. Pourquoi lui barrer définitivement la route s'il a eu le malheur de ne pas suivre toute la filière officielle de l'enseignement ? Il n'y a pas une période pour l'enseignement, il doit être permanent.

Telles sont les réflexions que je voulais faire sur la réforme de l'enseignement. Réflexions qui m'ont été inspirées par la vie militante dans laquelle un grand nombre d'ouvriers n'ayant eu qu'une instruction des plus élémentaires ont acquis une connaissance intellectuelle qui, pour n'avoir pas la technique et l'érudition des universitaires, n'en est pas moins équivalente et parfois supérieure à celle des diplômés. Or, qu'est-ce qui a développé la connaissance chez ces ouvriers ? Sinon l'action militante qui a déterminé chez eux le besoin de comprendre les phénomènes sociaux. Et, de là, leur connaissance s'est élargie à d'autres sujets au point d'en faire de véritables intellectuels.

Pierre RIMBERT.

Notes d'Economie et de Politique

LE TANDEM ANGLETERRE-FRANCE

« L'Angleterre est une île » ; oui, bien sûr ! Mais une île devant laquelle s'avance un continent, d'Ouessant au Zuyderzee, dont elle n'est séparée, sur un millier de kilomètres de long que par un chenal dont la largeur est si faible en un point qu'on peut le traverser à la nage.

Et ce chenal débouche sur l'immense océan atlantique, route de l'Europe vers le restant du monde.

Il en résulte que depuis l'aube des temps modernes, c'est-à-dire depuis le jour où les possibilités de l'Atlantique nous furent révélées, à la fois par la découverte de l'Amérique et par celle de cette route du Cap de Bonne-Espérance qui permettait pour la première fois un contact direct avec le gros de l'Asie, le destin des pays situés sur les deux rives de la Manche, Angleterre d'une part, France et Hollande d'autre part, a été, pour une large part, semblable, pour ne pas dire identique.

Laissons de côté aujourd'hui la Hollande, et considérons seulement l'histoire de l'Angleterre et de la France, depuis le début du XVIIe siècle jusqu'à nos jours. Histoire intérieure aussi bien qu'histoire extérieure.

A l'intérieur l'Angleterre ouvre la première, dès le milieu du XVIIe siècle, la série des grandes révolutions bourgeoises qui sont la caractéristique des temps modernes. Un siècle et demi plus tard la France l'imitera. En 1648 la bourgeoisie anglaise tranche la tête de son roi ; en 1792 la bourgeoisie française fait de même. La seule différence est que Londres opère encore à la hache, alors que Paris a déjà inventé — progrès de la technique ! — la guillotine.

Quarante ans après cette première révolution anglaise, et après que celle-ci ait été suivie d'une dictature, puis d'une restauration, une seconde révolution a lieu, en 1688, qui établit, cette fois définitivement, avec le régime parlementaire, le règne de la bourgeoisie.

Or, de même en France, un peu moins de quarante ans après l'exécution de Louis XVI, et après, également, une dictature et une restauration, se produit une seconde révolution, celle de 1830, qui institue en France, elle aussi définitivement, le parlementarisme et le règne de la bourgeoisie.

Les deux développements sont donc rigoureusement parallèles ; cependant ils sont largement décalés dans le temps, puisque l'Angleterre y est en avance, de plus d'un siècle, sur la France. Cette avance tient sans doute à ce que, l'Angleterre, en effet, est une île, que de ce fait, elle n'a pas à tenir compte de son arrière-train continental, et qu'elle est ainsi beaucoup plus libre de prendre de grandes décisions.

Mais, par la suite et pour le reste, les politiques des deux pays ne seront pas seulement parallèles, elle seront également simultanées.

C'est au XVIIe siècle que, pour les deux pays, commencera la grande aventure coloniale, qui les conduira en même temps vers les mêmes régions, qui se poursuivra pour l'une et pour l'autre pendant trois siècles et qui, finalement, s'achèvera pour eux deux en même temps et de la même manière.

Tous deux se dirigent d'abord vers l'Amérique du Nord. Les Français fondent Québec en 1608, et les Anglais s'installent à Boston en 1650. Au siècle suivant, c'est vers l'Asie que tous deux se tourneront : l'Inde sera le commun objet de leurs convoitises. Enfin, la seconde moitié du XIXe siècle les verra occuper peu à peu et simultanément toute l'Afrique, tandis qu'au siècle suivant, le beau rêve s'écroulera en même temps pour eux deux : au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'Angleterre est contrainte de libérer l'Inde et, quinze ans après, la France doit donner l'indépendance à l'Algérie. Fin commune de trois siècles d'une histoire commune.

Dans un tout autre domaine, dans celui qui nous concerne le plus, nous constatons le même parallélisme.

La « révolution industrielle » qui marque l'avènement de l'époque contemporaine a lieu simultanément en Angleterre et en France, avec la Grande-Bretagne menant le train : c'est l'Ecossais Watt qui construit les premières machines à vapeur qui marchent.

Cette industrialisation s'accompagnera immédiatement de la naissance du socialisme et du mouvement ouvrier. Or, c'est simultanément que ceux-ci naissent et se développent dans les deux pays. C'est simultanément que l'idée est lancée et définie, en Angleterre par Godwin et Owen, en France par Saint-Simon et Fourier, cependant que la misère issue du développement de la machine et la déception causée par le régime politique bourgeois, engendrent dans les deux pays la révolte des travailleurs : l'année 1848, voit, à la fois, le chartisme britannique courir sa dernière chance et les ouvriers parisiens se faire tuer sur les barricades de juin.

Au XXe siècle, enfin, le même parallélisme dans l'histoire de l'Angleterre et de la France, s'observera, mais à une importante variante près.

Au cours des trois siècles précédents, le développement des deux pays s'est poursuivi dans la même direction, mais les deux pays n'ont guère cessé durant tout ce temps de se heurter, de se combattre parce que, précisément, ils poursuivaient le même but : se constituer un empire colonial. Car tout territoire occupé par l'un se trouvait, de ce fait, soustrait à l'autre.

D'où un état de guerre à peu près permanent entre les deux Etats : guerres en Amérique du Nord, avec souvent la participation d'un côté et de l'autre de tribus indigènes ; guerres aux Indes durant une bonne partie du XVIIIe siècle ; course à l'« exploration » et à l'occupation du continent africain, durant la seconde moitié du XIXe siècle, aussi bien en Afrique blanche (Tunisie, Egypte) qu'en Afrique noire.

Or, le dernier acte de cette rivalité, vieille de trois siècles, se jouera en 1898, à Fachoda.

Cette date de 1898 est d'une importance capitale, car en même temps qu'elle marque la fin de la rivalité entre les deux pays, elle est aussi le début de leur coopération.

La raison est qu'un fait nouveau est intervenu

Jusqu'en cette fin du XIX siècle ce sont seulement les pays riverains de la Manche qui ont eu des perspectives, une activité, une politique mondiales, les Etats de l'arrière-pays, ces Etats essentiellement continentaux, dérivés pour la plupart du démembrement du vieil empire romain-germanique, Autriche, Allemagne, Italie du nord, etc., ne se sont guère intéressés qu'à l'Europe, aux petites affaires intérieures de leur continent, mais désormais il ne va plus en être de même.

Ces Etats continentaux, situés hors du canal qui débouche sur le monde, ont maintenant néanmoins la possibilité, grâce aux progrès de la navigation et, plus généralement, à ceux de tous les moyens de communication, de déboucher, eux aussi, sur l'océan et dans des conditions presque aussi bonnes que les riverains de la Manche. Ils peuvent donc désormais jouer un rôle, non plus seulement dans leur petit coin d'Europe, mais dans le monde entier : en conséquence, ils veulent le jouer. Ce qui les fait tout naturellement et nécessairement se dresser contre les deux puissances qui ont, elles, déjà pénétré le monde et l'ont plus ou moins asservi à leurs propres fins.

Alors, tout naturellement, ces deux puissances, les puissances nanties, vont se liguer contre les nouveaux venus afin de maintenir leurs positions. De rivales, Angleterre et France deviennent solidaires. La similitude de leur situation qui les avait amenées à se heurter durant trois siècles, les conduit aujourd'hui à s'allier. Les « ennemis héréditaires » seront désormais des « peuples frères ».

Et c'est alors les événements que l'on connait : contre les puissances de l'Europe centrale, tant dans la seconde guerre mondiale que dans la première, Angleterre et France seront étroitement unies. Le parallélisme des événements continue donc aujourd'hui comme hier, tout comme le parallélisme de leur situation. Et il continuera demain comme aujourd'hui. Car un bras de mer n'est qu'un cours d'eau. Et les riverains d'un même cours d'eau, qu'ils soient situés sur l'une ou l'autre rive, sont voués, pour l'essentiel, au même destin.

Aujourdhui, l'Angleterre de Wilson est déjà, il est vrai un protectorat américain, alors que la France de de Gaulle ne l'est pas, mais le jour où de Gaulle, ce nouveau Philopœmen, disparaîtra, on verra toute la bourgeoisie française, gaullistes en tête, se ruer à Washington pour demander l'intégration de la France dans l'empire américain. Les intérêts de classe priment tout. Or, dans aucun pays, aujourd'hui, la bourgeoisie ne peut maintenir son pouvoir si elle n'est assurée de l'appui de Washington. Et tout appui se paie.

BRAVO ! A LA DEVALUATION

Enfin ! M. Wilson a cessé de faire le con.

Il a abandonné le prestige pour les réalités : il s'est décidé à dévaluer la livre. Contraint et forcé, il a abandonné la défense des rentiers et des banquiers pour servir les intérêts des industriels.

Rappelons donc, une fois de plus, et aussi brièvement que possible, pourquoi la dévaluation d'une monnaie devient périodiquement nécessaire, et en quoi elle est utile.

Elle est *nécessaire* parce qu'elle allège les dettes.

Les capitalistes se divisent, en effet, en deux catégories : ceux qui font « fructifier » leur argent en s'en servant pour créer eux-mêmes de nouvelles « affaires » ou en développer des anciennes, et ceux qui se contentent de le prêter. De le prêter moyennant la condition qu'il leur sera remboursé intégralement à une certaine date et qu'entre temps il leur sera versé chaque année une certaine somme à titre d'« intérêt ».

Or, au fur et à mesure qu'une civilisation se développe, le montant des besoins d'argent des premiers s'accroît et le montant des sommes économisées par les seconds s'accroît lui aussi, si bien que grandit sans cesse la dette des premiers envers les seconds.

Elle s'accroît à tel point que sa charge finit par devenir intolérable. Pour qu'elle redevienne supportable, il n'est qu'un moyen, c'est celui de réduire les dettes. Et c'est pourquoi tout au cours de l'histoire nous voyons les Etats procéder périodiquement à une réduction des dettes. Réduction qui s'opère généralement par le procédé de la dévaluation.

Aussi, depuis que la monnaie existe, les dévaluations ne se comptent plus. La plus ancienne connue remonte à Solon, soit à plus de 2.500 ans, en un temps où la monnaie n'existait que depuis quelque cent ans ; par la suite, que ce soit dans l'Antiquité, ou au Moyen Age, ou dans les temps modernes, on n'a pas cessé de procéder, à de plus ou moins grands intervalles, à des dévaluations de la monnaie. Il y a bien eu aussi quelques réévaluations, mais ces dernières, toujours de faible amplitude et de courte durée, n'ont pas modifié le sens général de la courbe.

La constance de la dévaluation à travers les siècles montre qu'elle est *nécessaire*.

Si elle est nécessaire, c'est qu'elle est *utile*.

Utile pour le développement économique, et cela pour la raison suivante :

Les prêteurs et les emprunteurs forment deux groupes sociaux distincts ; leur rôle dans la société est différent. Les premiers, en règle générale, « Vivent de leurs rentes ». Ce sont des « rentiers », c'est-à-dire des individus qui sont en dehors du circuit de la production ; ni patrons, ni travailleurs, des « capitalistes fainéants ».

Les seconds, au contraire, sont, eux aussi, des capitalistes, mais ils ne sont pas « fainéants ». Ce sont des commerçants, des industriels, des « entrepreneurs » ; ils jouent un rôle dans la production. Et même un rôle déterminant. C'est de leur activité, de leurs initiatives, ainsi que de l'ampleur des moyens dont ils disposent, que dépend l'activité économique d'un pays. Des moyens dont ils disposent, c'est-à-dire, en premier lieu, des moyens financiers.

Et comme leurs moyens financiers propres, ceux qu'ils possèdent personnellement ne suffisent pas généralement pour réaliser ce qu'ils ambitionnent, ils empruntent. Ce sont eux qui constituent essentiellement le groupe des débiteurs.

Si donc on dévalue la monnaie, c'est-à-dire si l'Etat déclare par voie d'autorité que ceux qui devaient cent livres sterling, c'est-à-dire la quantité d'or contenue dans cent pièces d'une livre sterling, ne devront plus que la quantité d'or contenue dans cent pièces d'une nouvelle livre sterling, d'un poids moindre, l'emprunteur devra du même coup à ses créanciers moins d'or que précédemment, ou moins de toutes autres marchandises, le rapport entre la valeur de l'or et celle des autres marchandises, qui ne dépend que des conditions de leur production,

n'étant pas modifié par la dévaluation (1). Le groupe des emprunteurs, qui est, je le rappelle, celui des « entrepreneurs », se trouvera donc disposer, du coup, de plus d'argent que précédemment, et par conséquent de plus de moyens pour développer ses entreprises. D'où accélération de l'activité économique.

C'est là une vérité fondamentale qu'il faut toujours avoir à l'esprit : tout alourdissement des dettes entraîne un ralentissement de l'activité économique ; tout allègement des dettes a, au contraire, pour conséquence un accroissement de l'activité économique. En fait, le seul moyen sérieux dont un Etat dispose pour agir sur l'activité économique d'un pays, lorsque ce pays vit sous un régime de liberté économique, consiste à agir sur les dettes.

Et nous arrivons maintenant au point essentiel qui nous intéresse : quelle est l'action de la réduction des dettes sur la condition des travailleurs ?

C'est bien simple. Du moment que la réduction des dettes amène une recrudescence de l'activité économique, elle améliore la position du travailleur à l'égard de son patron. Tout le monde sait, en effet, qu'il est extrêmement difficile de revendiquer, de demander une augmentation de salaire, de faire grève, lorsque le patron n'a pas ou n'a que peu d'ouvrage. Lorsqu'au contraire, toutes les entreprises travaillent à plein, que les patrons se disputent les ouvriers, on peut demander le salaire que l'on veut ; il vous est accordé, presque sans rechigner.

C'est pourquoi, ainsi que non seulement le raisonnement le fait prévoir, mais que l'expérience le confirme (2), les périodes qui suivent les réductions des dettes, que celles-ci soient le résultat de dévaluations ou d'autres causes, sont celles où les conditions de vie de la classe ouvrière s'améliorent (à la seule condition que la classe ouvrière fasse alors preuve de tant soit peu de combativité), tandis que lorsque le fardeau des dettes s'alourdit (en raison, par exemple, de l'augmentation de valeur des métaux dans lesquels sont faites les monnaies, due à une plus grande difficulté de production), la misère du prolétariat s'accroît.

Et c'est pourquoi ont été criminels Wilson et l'ensemble du parti travailliste en attendant trois ans avant de dévaluer la livre sterling, ce qui a condamné 500.000 travailleurs au chômage, et a obligé les autres à se contenter de la portion congrue.

Et c'est pourquoi ils le seraient à nouveau s'ils hésitaient à procéder à une nouvelle dévaluation dans le cas où celle de 14 % se montrerait insuffisante, ou bien si, passant de la défense des rentiers et de leurs représentants, les banquiers, à celle des industriels, ils cherchaient, comme ils en ont manifesté l'intention, à interdire ou à ralentir l'augmentation des salaires réels que la classe ouvrière britannique est à même d'obtenir en profitant de l'accélération de l'activité économique qui suit les dévaluations.

Robert LOUZON.

---

(1) Pratiquement, les choses se passent ainsi :

Une monnaie, la livre par exemple, est dévaluée, disons de 20 %. En conséquence les prix augmentent peu à peu de 20 % afin que finalement on paie la même marchandise avec le même poids d'or qu'auparavant. Donc si les marchandises produites dans une année par un industriel se vendaient, avant la dévaluation, 1 million de livres, elles se vendent désormais 1.200.000 livres. Le pourcentage de bénéfices de cet industriel ne variant pas, s'il est de 10 % l'industriel fera désormais un bénéfice annuel de 120.000 livres, au lieu de 100.000 auparavant. Et comme il n'aura tout de même à payer que les mêmes intérêts que précédemment, par exemple 50.000 livres sterling, il restera finalement à sa disposition, comme « bénéfice net », 70.000 livres, au lieu de 50.000.

(2) Voir les nombreuses statistiques des salaires qui ont été publiées par la R.P. à ce sujet au cours des quinze dernières années.

L'U. R. S. S. court toujours derrière les U. S. A.

La propagande soviétique, représentée en France par le Parti communiste, ne cesse de seriner que l'U.R.S.S. rattrapera bientôt les U.S.A. dans le domaine industriel. Pour justifier cette affirmation, on nous gratifie des pourcentages de progression de l'industrie soviétique comparés à ceux des U.S.A. nettement plus faibles.

Nous ne doutons pas des progrès industriels de la Russie, mais les autres pays aussi progressent, notamment les Etats-Unis. Si bien que l'U.R.S.S. leur court toujours derrière et ne réussit à les rattraper que là où ayant atteint le point de saturation, les Etats-Unis n'ont plus aucune raison de progresser. Mais là où la saturation n'est pas encore atteinte, les Soviétiques restent toujours derrière les U.S.A.

Une statistique, publiée par « Acier 1967 », nous montre ce que fut la production mondiale de l'acier en 1966 :

	Production totale en milliers de tonnes	Production par tête d'habitant (kg)
U.S.A.	121.604	618
U.R.S.S.	96.900	416
Japon	47.784	483
Allemagne fédérale	35.316	590
Angleterre	24.704	449
France	19.585	396
Italie	13.640	263

On voit que la Russie est toujours derrière les Etats-Unis pour la production totale avec un retard de 25 millions de tonnes environ et qu'elle n'est qu'au cinquième rang pour la production par habitant avec un écart de 202 kg par rapport aux Etats-Unis, 174 de l'Allemagne fédérale, 67 kg du Japon et 33 kg de l'Angleterre.

LA CRISE INTELLECTUELLE ET MORALE AUX ETATS-UNIS

« ...L'Amérique connaît une crise qui, dans un sens, est plus grave encore que celle que la France a traversée pendant la guerre d'Algérie. Tout ici est remis en question pour des millions de citoyens, pour les Noirs, pour les intellectuels, pour une partie importante de la jeunesse universitaire, pour ceux qu'on appelle les « libéraux ». Moins profondément, mais de façon pourtant sensible, la crise atteint également les syndicats et n'est pas sans conséquences sur l'organisation même des deux partis traditionnels. Les Américains ne sont pas seulement divisés, comme l'étaient les Français, sur un problème fondamental. Ils voient aujourd'hui s'effondrer quelques-uns des cadres — si fragiles, on s'en doutait — qui maintenaient la cohésion de leur société. »

Jean BLOCH-MICHEL

La bride sur le cou

Christianisme et socialisme

Préconiser une *socialisation sans socialisme*, c'est-à-dire une intensification des liens sociaux par la floraison des associations et institutions libres ou spontanées, ou, bien au contraire, préconiser une croissante absorption de la vie sociale par l'Etat, un mouvement d'étatisation, une marche vers l'étatisme socialiste, l'étatisation systématique des biens de production ? Le problème est posé.

Il s'agit d'une socialisation qui se réalise surtout par les corps intermédiaires et les diverses initiatives sociales ; elle doit tendre à développer et non à réduire l'autonomie responsable des personnes et des corps intermédiaires, sur laquelle le pape Jean XXIII insiste tant, encore dans « Pacem in Terris ».

Qu'est-ce qui est condamnable, qu'est-ce qui est en fait à condamner dans le socialisme ?

C'est le totalitarisme qui, sinon en théorie, du moins en fait, est impliqué par la formule, évoquée par Pie XII à l'occasion d'un rappel de condamnation dudit socialisme :

« Il faut empêcher la personne et la famille de se laisser entrainer dans l'abime où tend à les jeter la socialisation de toutes choses, socialisation au terme de laquelle la terrifiante image du Léviathan deviendrait une horrible réalité. C'est donc avec la dernière énergie que l'Eglise livrera une bataille où sont en jeu des valeurs suprêmes : dignité de l'homme et salut des âmes. »

Le mot « socialisation » ayant évidemment dans ce texte son plein sens socialiste, à bien distinguer de l'acception catholique du terme.

Le socialisme est, sinon en théorie, du moins en fait, totalitaire.

« Le socialisme porte en lui un germe de tyrannie qui a toujours préoccupé les penseurs socialistes français, et d'autres » (extrait du « Monde »).

Cela, parce qu'il justifie, favorise l'hypertrophie étatique ; parce qu'il est destructeur de ces corps intermédiaires, vivant d'une vie propre, qui seuls garantissent un épanouissement harmonieux de l'individu. Parce qu'il est immanquablement massificateur, grégarisant, créateur d'un gigantisme institutionnel où l'homme se dépersonnalise. La tendance, la pente essentielle du socialisme, c'est d'accroître indéfiniment les pouvoirs et les fonctions de l'administration d'Etat. Le socialisme consiste à retirer toutes sortes de choses aux individus, aux familles, aux collectivités privées, aux communautés locales, pour les donner à la « collectivité ». L'expérience montre que ce qui est retiré aux individus, aux familles, n'est donné à la « collectivité » que par une fiction juridique qui n'est qu'un leurre. Ce qui est ainsi retiré aux hommes libres est en réalité donné à un Etat anonyme et totalitaire, qui devient par-là même encore plus totalitaire et encore plus anonyme, et il n'y a pas moyen qu'il en soit autrement. Aucune réforme du gouvernement ne modifiera ce processus : l'attribution définitive de fonctions sans cesse nouvelles aux administrations d'Etat est une chose, le pouvoir d'intervention du gouvernement en est une autre. La « socialisation » de la société n'est nullement inévitable ; ce qui est inévitable c'est que dès lors qu'on y consent, le profit en aille aux administrations d'Etat et non à la collectivité. Tout est là.

Les papes n'ont pas condamné le socialisme uniquement pour des motifs religieux, même chose pour le communisme. Jean XXIII se borne à invoquer des arguments de droit naturel, admissibles par tous les hommes doués de raison, chrétiens ou non.

DANIEL.

La place nous manque pour publier tout l'écrit de Daniel. Nous regrettons de ne pouvoir donner que l'essentiel de sa rédaction, d'autant plus qu'il appelle discussion.

Il pose le problème du « christianisme » *en face du* « socialisme » *ou celui des socialistes devant des gens ayant une toute autre conception des choses et de l'homme.*

Pour la plupart des anciens du socialisme et même du républicanisme, le problème ne se pose pas. Entre les deux formes envisagées là de l'aspiration humaine, il y a rupture, scission totale. (Ceci, du moins en France).

Mais nous pouvons répondre à Daniel :

a) Tu es défenseur, Daniel, de « l'individu », de la « liberté », de l'épanouissement des facultés de chacun. Or qui a été pendant mille neuf cents ans le principal adversaire de ces valeurs là ? C'est l'Eglise catholique, avec sa terrible hiérarchie, son autoritarisme, sa haine de l'esprit d'examen. Qui te dit que cela ne pourra pas revenir ?

b) Il ne paraît pas très utile que tu te fatigues à faire l'exégèse des encycliques papales. A chaque affirmation on pourrait en opposer une autre, aussi authentique. Tu cites Jean XXIII qui, effectivement, a été libéral. Mais que penses-tu de l'auteur du « Syllabus » ?

c) Tu es pour les « corps intermédiaires », les petits groupes, la personnalité. Alors tu es mûr pour être syndicaliste, pour travailler à la sorte de socialisme dont nous rêvons... Et qui doit permettre aux gens d'être chrétiens s'ils en ont envie, en toute liberté.

Le groupe des jeunes de l'Union des Syndicalistes

A la deuxième réunion du groupe, le 21 novembre, les participants engagèrent la discussion sur la recherche de la forme à donner au groupe, et son but à atteindre, afin de se définir pleinement.

Dans l'immédiat, la forme envisagée prendra l'aspect d'une tribune syndicaliste et d'un cercle de pensée.

La critique de l'action syndicale présente y sera faite, ainsi que celle de l'action historique, mais, surtout, l'avenir du syndicalisme sera débattu.

Des études précises seront consacrées à différents sujets économiques ou sociaux. Au besoin, des anciens viendront faire des exposés sur des problèmes, tant théoriques que concrets, qui permettront de posséder des bases solides de connaissance et de réflexion.

Quant au but exact fixé, mis à part, bien entendu, l'information et l'éducation syndicale, tout dépendra du développement ultérieur du groupe.

Pour bien situer la position du groupe et mieux cerner le travail à venir, une déclaration de principe préalable sera établie à partir de différents projets, que chacun présentera prochainement.

La réunion suivante aura lieu le 15 décembre.

JANIN.

CEUX QUI S'EN VONT

Lucien CANCOUET

Avec un peu de retard, nous apprenons la mort, survenue à Nice, le 31 août dernier, de Lucien Cancouët, à l'âge de 73 ans.

Cancouët était un militant des Cheminots parisiens qui a longtemps participé à nos efforts pour l'indépendance du syndicalisme et en faveur de l'unité. Ami de la « R.P. », il a également apporté sa collaboration à l'hebdomadaire du « Comité des 22 », « Le Cri du Peuple ». En 1932, il fut appelé au secrétariat de la Fédération des Cheminots où il était chargé de la gérance de l'organe fédéral.

Ami d'Alain, celui des « Libres Propos », qu'il avait connu pendant la guerre de 14, dans son régiment d'artillerie à Joigny sous le nom d'Emile Chartier, il avait aussi gardé l'empreinte de nos milieux et du principe du « refus de parvenir », pratiqué et professé par Albert Thierry. Cela ne l'immunisa pas contre la vindicte des sectateurs de Moscou qui ne lui pardonnèrent pas de s'être opposé à leur entreprise de colonisation de la C.G.T. Et c'est ainsi que, profitant des troubles de l'après-guerre, ils le déférèrent devant une commission d'épuration. Celle-ci le disculpa, à l'unanimité. Mais le coup était porté et l'activité syndicale de ce militant fut réduite à une aide extérieure et à des conseils apportés aux camarades décidés à défendre l'indépendance syndicale.

LA CONTRACEPTION ET LE SYNDICALISME

(Suite)

LA LOI DE 1920 ET L'AVORTEMENT

En effet, même si cet objectif est atteint, il restera du chemin à parcourir, pour satisfaire à la fois la justice et le droit d'engendrer librement. C'est pourquoi il ne suffit pas d'abroger les articles 3 et 4 de la loi de 1920 ; c'est la suppression de cette loi scélérate toute entière qu'il faut exiger, car il est pareillement inconcevable que soient maintenues les odieuses sanctions pénales qu'elle prévoit pour le « crime d'avortement » (4) lesquelles s'abattirent sur les courageux militants néomalthusiens traqués pour oser poursuivre leur propagande antinatale, dont l'infatigable Eugène Humbert, directeur du journal « Génération consciente », qui devait périr, au cours de la dernière guerre, victime d'un bombardement anglais sur la prison d'Amiens.

D'autant plus que cette loi, votée à la sauvette par la Chambre de « bloc national », à majorité réactionnaire, soucieuse de relancer la natalité pour combler les vides causés par l'hécatombe de 1914-1918, outre qu'elle n'est qu'une loi de circonstance, s'est révélée à l'usage un échec total, ainsi que le confirme le rapport Neuwirth qui constate, de 1920 à 1940 « *un effondrement du taux des naissances, tombé de 21 à 13 pour 1.000 habitants* ».

Aussi est-elle, de même, dénoncée par l'Association des médecins rationalistes — qui comprend des personnalités telles le Dr Antoine Lacassagne, professeur honoraire au Collège de France et membre de l'Institut ; Raymond Leibovici, professeur au Collège de médecine des hôpitaux de Paris, chirurgien de l'hôpital Saint-Antoine ; Robert Debré, professeur, membre de l'Académie de médecine ; André Lwoff, docteur en médecine, prix Nobel de médecine, etc. — qui considèrent que « *les restrictions imposées à l'avortement médical sont en opposition avec la loi qui oblige tout citoyen en général, et le médecin en particulier, à assister toute personne en danger* » ; elle porte atteinte à la liberté du médecin contraint d'abandonner des malheureuses qui, livrées à elles-mêmes, courent les plus grands risques pour se débarrasser.

Dans un congrès de cette association, tenu à Grenoble en avril dernier, le professeur Robert Debré ne craignait pas de se montrer publiquement en opposition avec son fils, le ministre de l'Economie et des Finances, en réclamant dans son rapport que l'avortement thérapeutique soit légalement permis lorsque la grossesse compromet la santé de la mère.

Ce qui n'est pas une innovation. Dans de nombreux pays, l'avortement, médical ou non, est légal et l'Angleterre vient de s'y joindre en adoptant un projet de loi autorisant l'interruption de la grossesse pour causes médicales et psychosociales et lorsque l'enfant risque d'être frappé de tares physiques ou mentales permanentes.

Paradoxalement, le pays des Droits de l'Homme est l'un des derniers où ce droit n'est pas reconnu et où des millions de femmes, ignorantes des moyens de se préserver, sont vouées aux funestes conséquences de l'avortement clandestin. Il en meurt ainsi des milliers chaque année par suite de manœuvres abortives pratiquées dans les pires conditions : infections, perforations, intoxications par breuvages abortifs et autres.

Les femmes en « situation intéressante » et contaminées, soit par la rubéole ou toute autre affection entraînant des risques de tares physiques ou mentales pour le futur nouveau-né, ne trouvent pas davantage grâce devant les théoriciens du lapinisme. Peu chaud à ces messieurs les malformations parfois très graves qui en résulteront : enfant-monstre, troubles du cœur, de la vue, de l'audition, du système nerveux, etc.

« *La carence française est si flagrante*, constate le Dr Henri Fabre, gynécologue-accoucheur grenoblois, *que nous sommes contraints d'avoir recours à des confrères étrangers pour résoudre les cas les plus dramatiques..* ». Il ajoute : « *... des milliers de Françaises privilégiées franchissent chaque année les frontières suisse ou tunisienne, sur les conseils de leur médecin, dûment nanties d'une demande d'interruption de grossesse signée par lui.* »

Devant ces témoignages irréfutables et, étant reconnus les inconvénients de l'avortement qui, même lorsqu'il est pratiqué dans de bonnes conditions, met en danger la femme qui le subit, il est temps que soit entreprise une éducation du public tendant à faire connaître les raisons de la contraception qui permettront de progresser vers la suppression de la solution barbare et anachronique que représente l'avortement.

LES OPPOSANTS

A cette évolution, au succès de laquelle entendent se consacrer des éléments toujours plus nombreux parmi les plus clairvoyants, aux arguments qu'ils propagent pour que les générations à venir connaissent une vie plus rationnelle et plus consciente de leur destin, ripostent les opposants des catégories intéressées au conservatisme social actuel qui organisent la résistance par tous moyens appropriés.

Comme il se doit, se situent en tête de cette croisade les représentants de l'Eglise catholique et romaine traditionnellement attachés au dogme biblique « croissez et multipliez ! ».

Perpétuant la mystification chrétienne qui, pendant des siècles, est parvenue à émasculer les énergies pour la quiétude des puissants, prêchant la résignation aux déshérités et leur renoncement aux « voluptés stériles », ils contestent à la femme le droit de disposer de son corps, accommodant de façon jésuitique la fable du péché originel, qui fait du rapprochement sexuel une sorte d'action honteuse dont la seule excuse est celle de l'enfantement, avec le but du mariage qui, selon les canons de l'Eglise, doit être la procréation.

Aussi se sont-ils longtemps cabrés dès qu'il était question de limitation des naissances par la prophylaxie anticonceptionnelle en criant à l'immoralité et en rejetant *a priori* l'examen de cette thèse. En conséquence, toute pratique antinatale était, par eux, formellement proscrite. C'est au nom de la foi que Pie XI, en 1930, dans l'encyclique *De casti connubii*, ordonnait : « *Si l'épouse désire faire une injection post-coïtum, le mari s'y opposera de toute son autorité...* » et cette consigne ubuesque : « *Si le mari se sert de préservatifs,*

---

(4) Sous le régime de Vichy, en 1942, ces sanctions furent encore aggravées, l'avortement fut qualifié de crime contre l'Etat et puni de mort. Très justement, M. Pascal, agrégé de philosophie et maître de conférences à la faculté des Lettres de Grenoble, estime que « cette condamnation est l'expression d'un préjugé et il ne paraît pas raisonnable de parler d'héroïsme lorsqu'on tue des individus accomplis et d'assassinat lorsqu'il s'agit d'êtres en puissance. »

l'épouse a le devoir de s'opposer à l'acte conjugal, comme s'il s'agissait d'un viol et si elle n'y parvient pas, elle devra se défendre de toute délectation voluptueuse. »

Mais l'absolutisme religieux ne peut indéfiniment invoquer les principes sacro-saints pour s'opposer à l'évolution des mœurs résultant des transformations économiques et sociales. Comme l'écrit Jacques Derogy qui, après avoir noté « *les constantes de la tradition catholique romaine, soucieuse, à certains moments de l'histoire, d'assurer par la multiplication des fidèles l'hégémonie temporelle de l'Eglise...* » poursuit plus loin : « *Beaucoup de catholiques ne voient plus très bien en vertu de quels principes on interdit les préservatifs si l'on permet la méthode Ogino et le retrait...* » (5).

Force a donc été de choisir, et la hiérarchie catholique, devant le trouble de nombreux croyants, a pris conscience qu'elle ne pouvait rester en arrière ; cela d'autant plus que ses tendances actuelles vers l'œcuménisme ne peuvent la laisser indifférente au fait que les Eglises protestante et anglicane ont, elles, résolu le problème en faveur de la procréation libre, y compris la contraception (6). Aussi la crainte d'une désaffection des fidèles a pu être pour elle le commencement de la sagesse.

Au concile de 1964, le patriarche grec, Maximos IV, reconnaissait : « *Il existe un décalage entre la doctrine officielle de l'Eglise et la pratique contraire d'un grand nombre de foyers chrétiens.* » Ce qui est confirmé par des sondages tel celui effectué à la maternité de Grenoble d'où il ressort que 87 % des catholiques pratiquantes interrogées ont recours, lorsqu'elles veulent espacer les naissances, à des moyens que réprouvent les préceptes cléricaux.

Il s'agit donc pour le clergé, sans s'affirmer nettement sur la validité de la régulation des naissances, de « préparer la voie » en laissant entendre, avec toutes les précautions d'usage, que « *l'homme se doit d'utiliser les progrès de la science pour mener une vie de plus en plus conforme à sa dignité et au bien de ses enfants.* » Et les encycliques papales s'y emploient, introduisant, au milieu de belles formules sociales, la notion de « parenté responsable » en évitant, bien entendu, de donner l'impression aux ouailles que l'Eglise renie son passé.

Ce qui ne va d'ailleurs pas sans tiraillements chez certains attardés de l'Eglise militante. C'est ainsi que le président de la Confédération nationale des Associations familiales catholiques, M. Reverdy, dans ses consignes d'action pour les militants familiaux catholiques, indiquait « *La confédération a demandé aux pouvoirs publics l'application à ces centres (du planning familial) de toutes les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur... et, en dehors de la loi de 1920, il y en a certaines qui pourraient entraîner des sanctions très graves, comme la suspension ou l'interdiction de l'activité professionnelle... Il faut que de nombreuses protestations soient envoyées par des électeurs aux hebdomadaires, journaux, écrivains, personnalités qui patronnent les méthodes anticonceptionnelles ou les centres de planning pour leur faire savoir que la position qu'ils prennent vis-à-vis du planning révolte leurs lecteurs et leur faire comprendre qu'elle leur fera perdre une clientèle importante.* »

Et ladite Confédération ne peut cacher son contentement lorsque, le 1er décembre 1966, à la suite d'un premier débat, la réaction parlementaire réussit à faire renvoyer la discussion du projet Neuwirth à la session d'avril 1967 en publiant ce communiqué : « *La Confédération... prend acte avec satisfaction du refus du gouvernement de discuter la proposition de loi tendant à modifier la loi de 1920. Elle exprime sa satisfaction de voir reconnue l'efficacité de sa campagne sur le caractère tout à fait inopportun d'une telle réforme, la contraception ne pouvant que conduire à la dépravation des mœurs.* »

Il semble cependant que le dossier pontifical actuellement en discussion dans les conciles et autres synodes veuille en finir avec ces réticences bigotes et se délivrer de ce défi absurde et hypocrite à la liberté du couple de dissocier la sexualité de la procréation.

Nicolas FAUCIER.

(A suivre.)

(5) « Des enfants malgré nous », Editions de Minuit.

(6) Dans sa session des 15 et 16 octobre 1956, l'Eglise Réformée de France : « Le but du mariage, c'est l'unité de deux êtres dans l'amour. Le couple humain n'est pas un couple d'animaux qui fait ses petits dans l'irresponsabilité, mais un couple d'humains responsable des enfants que Dieu lui donne et, par conséquent, en limite le nombre... C'est pourquoi le Conseil National de l'Eglise Réformée de France admet la légitimité d'un certain contrôle des naissances. Il y aurait dans une autre attitude plus de facilité que de courage, plus d'hypocrisie que de vérité et plus d'aveuglement que de clairvoyance. »

M. Rocard, technocrate égaré

M. Michel Rocard, cet ancien élève de l'E.N.A. (Ecole nationale d'Administration), la fameuse couveuse de technocrates, a réussi, comme on le sait, à s'imposer à la tête du P.S.U.

Une photo dans l'hebdomadaire de ce parti le représente jeune, beau, séduisant.

Or ce jeune monsieur vient de commettre dans son organe un article dans lequel il rejette, entre autres, la responsabilité de la crise anglaise sur... le syndicalisme ouvrier !

« Celui-ci a défendu la sécurité des travailleurs sans aucun égard à la souplesse nécessaire de l'économie. »

Selon notre distingué technocrate, qui se dit de « l'extrême-gauche » (!), le syndicalisme a eu tort de ne pas se mettre au service de l'expansion technocratique :

« Bien au contraire, le mouvement syndical anglais, éludant toute référence aux problèmes de politique économique nationale, a cherché, et est parvenu, à ralentir le changement dans l'économie britannique et à y limiter la croissance de la productivité. »

Limiter la croissance de la productivité ? Comment ? En empêchant la modernisation de l'outillage ou une meilleure technicité ? Que non. Quand j'ai fait un stage en Angleterre, pour la maison qui m'employait alors, j'ai pu constater que techniquement les Anglais nous étaient de loin supérieurs et que les ouvriers participaient eux-mêmes aux perfectionnements des méthodes de production.

Il ne peut donc s'agir que de la limitation des cadences inhumaines du travail. Et c'est un soi-disant socialiste qui reproche cela aux syndicats ouvriers ! Au lieu de recommander aux autres pays européens de prendre modèle sur les cadences raisonnables que les syndicats ont réussi à imposer là-bas, il préconise au contraire que les Anglais rejoignent les rythmes de cinglés du Continent, générateurs de dépressions nerveuses et d'usure avant l'âge.

« Devant une concurrence extérieure qui donnait à sa situation une fragilité croissante, l'économie britannique fonctionnait tous freins serrés », dit-il encore.

Comme vous le voyez, pour faire passer son brouet technocratique, le jeune dirigeant du P.S.U. fait des effets de style. Même sans ça, il pouvait être assuré que tous ses condisciples de l'E.N.A., embusqués dans les ministères, les organismes du Plan, ou les conseils d'administration privés, auraient applaudi à cette déclaration, tout à fait dans la manière de leur école.

Et il ne s'agit pas là d'un écart accidentel de langage puisqu'en tête du passage cité, M. Rocard écrit :

« Mais le drame britannique est trop grave pour n'être pas l'occasion d'un examen de conscience complet de toute la gauche. »

C'est que, dans l'optique de ces messieurs de l'E.N.A., un syndicat n'est pas fait pour défendre la sécurité des travailleurs, ni pour empêcher technocrates et patrons de rejeter les inconvénients de l'évolution sur le dos de l'ouvrier, ni pour empêcher sa surexploitation dans une course aveugle à la productivité, non, un syndicat, pour ces messieurs, n'est qu'un outil pour asservir l'ouvrier à leur Plan ! Ce sont des staliniens, sans Staline, qui envient aux Russes leurs « courroies de transmission ».

Pour Michel Rocard, donc, la crise anglaise n'est pas celle d'une économie, qui avait prospéré grâce à une exploitation de ses colonies et de ses semi-colonies du Commonwealth, et qui doit, à présent que les unes après les autres lui ont échappé, et que l'Angleterre est devenue relativement un petit pays, s'adapter à la nouvelle situation ; et selon lui encore ce n'est pas la bourgeoisie technocratisée qui a profité en priorité des avantages évanouis, et qui a préféré « bien vivre » plutôt que d'investir, qui doit faire à présent les frais de cette réadaptation, ce serait aux ouvriers anglais à renoncer aux miettes qu'ils réussirent à se faire donner !

Ce qu'il y a de plus grotesque dans les déclarations du jeune technocrate, c'est que le même langage est tenu par ses commensaux des autres pays à l'usage de leurs ouvriers. Tous veulent pousser les ouvriers dans la course à l'expansion (et aux sacrifices) en agitant l'épouvantail de la concurrence du voisin. Mais cette course à l'expansion nous mène où ? Puisque tous la pratiquent, cela ne peut donner pour l'ouvrier qu'une surexploitation, des cadences encore plus inhumaines et, pour l'un ou l'autre, le chômage ! Le planisme sélectif n'y changera rien dans cette lutte poussée à son paroxysme. Qu'attendent plutôt nos planistes pour organiser l'expansion dans le cadre d'un plan assurant le bonheur du peuple ? et un abaissement des cadences grâce aux progrès techniques ?

Avec la « modestie » qui caractérise les « énarques », après avoir froidement affirmé que l'équipe Wilson ne connaissait rien aux problèmes monétaires, que Guy Mollet et Mitterrand n'y comprenaient pas davantage, et que la gauche était encore loin d'avoir une politique monétaire correcte, M. Rocard ajoutait :

« Le fait de refuser le dialogue avec le P.S.U. (lisez Michel Rocard) ne fait certes pas avancer le programme commun dans ce domaine. »

Nous sommes loin d'être toujours d'accord avec Wilson, Mollet ou Mitterrand, mais nous ne voyons pas ce qu'un programme d'expansion sur le dos de l'ouvrier peut avoir de socialiste !

Si le P.S.U. avait des militants ouvriers dans son sein, ils enverraient après cet article scandaleux, ce technocrate égaré siéger aux côtés de Giscard d'Estaing, dont il n'est que le petit frère en technocratie anti-ouvrière.

M. L.

ZOOM

A bas la censure!

Non, pour cette fin d'année 1967, je ne ferai pas la critique d'un film.

Je préfère, comme il est de coutume, émettre quelques vœux.

Le premier sera bien sûr de voir apparaître sur nos écrans un grand nombre de films intéressants, intelligents, sans prétentions « z-intellectuelles », quelques solides westerns, deux ou trois bons films fantastiques, que sais-je encore ? La liste est longue.

Le deuxième sera de voir se lever les taxes qui écrasent le cinéma français, et d'espérer la disparition du chômage qui sévit dans l'industrie cinématographique et permet une exploitation particulièrement ignoble de milliers de techniciens, comédiens, etc...

Le troisième s'enfermera dans l'espoir, tout de même rarement déçu, de voir jaillir des écrans quelques fortes images fleurant bon la révolution, ou tout simplement la révolte, la fraternité et l'espoir des hommes libres.

Le dernier enfin, utopique celui-là, sera de voir disparaître cette stupidité anachronique et réactionnaire qu'est la censure. Censure d'autant plus révoltante qu'elle n'est basée sur aucun critère artistique, mais uniquement sur les données de la morale bourgeoise.

Un militaire n'est jamais ridicule ; La Légion d'Honneur mérite le respect des citoyens ! L'Eglise est juste et bonne ! Cachez ce sein que je ne saurais voir ! Ne montrez surtout pas la cruauté, suprême aveu de la bêtise humaine et de la lâcheté des « forts ». Si nous sommes logiques et que nous appliquons le raisonnement de dame Anastasie, il faut de ce pas voiler les « abominations pornographiques » de Maillol et de Rubens, brûler Durer, Goya, Jérôme Bosch, assassiner Labisse, jeter la dépouille de Georges Bataille à la fosse commune et supprimer toutes les rues Paul et Victor Marguerritte de France et de Navarre.

Il faut préserver le public ? Mon dieu, de quoi ? Il est vrai que certain journal hebdomadaire à scandale criait, il y a un an, à cors et à cris contre les « nus » que l'on pouvait voir dans les représentations de Happening. Prions, mes frères ! empêchez de réfléchir le bon peuple, il faut le considérer comme un troupeau stupide, incapable de juger ou de se révolter ; nous verrons ainsi encore longtemps les grasses corneilles croâsser sur les gargouilles de Notre-Dame et les exploiteurs podagres contrôler le cinéma, qui pourrait être un des plus remarquables instruments révolutionnaires qui soient.

Les jeunes, les enfants me direz-vous ? Allons, chacun sait qu'il n'y en a plus.

Souhaitons donc que la censure disparaisse cette année nouvelle avec quelques « raseurs » de la pellicule, les producteurs ignares, et les distributeurs à tempérament de « b.o.f. ».

Qu'il en soit ainsi. Et vous, notre bon père Méliès, qui veillez sur notre univers, apportez-nous notre *Cuirassé « Potemkine »* hebdomadaire.

Edouard DUCOURAU.

QU'EST DEVENU BEN BELLA?

Le « *Comité pour la Défense d'Ahmed Ben Bella et des autres victimes de la répression en Algérie* » communique copie d'une lettre adressée au président Boumedienne lui renouvelant la demande formulée le 13 octobre afin de permettre à une délégation internationale de rendre visite aux détenus politiques algériens. Cette délégation est composée des personnalités suivantes :

Professeur Jacques Berque (France), Professeur Maxime Rodinson (France), Me Lelio Basso, député (Italie), Christopher Norwood, député (Grande-Bretagne), Pierre Le Grève, député (Belgique), Me Maurice Rochat, député du canton de Vaud (Suisse), Me Sören Söltoft Madsen, secrétaire de la section danoise de l'Association Internationale des Juristes démocrates, Me Lennart Aspegren, représentant la section danoise de Amnesty International.

Nous nous associons pleinement à cette demande, d'autant plus que les bruits les plus pessimistes circulent en ce moment sur le sort de certains prisonniers et particulièrement d'Ahmed Ben Bella.

V

Les derniers jours de Cronstadt et du « communisme de guerre »

Le 15 mars 1921, Lénine revient devant le Xe Congrès du P.C. russe pour préciser les raisons qui militent en faveur d'un changement radical de politique économique. Il en a déjà, on l'a vu, esquissé les grandes lignes dans son rapport du 8 mars. Or nous sommes maintenant à la veille de la clôture du Congrès. Et l'heure est venue pour Lénine d'avouer aux délégués la faillite de la politique dite du « communisme de guerre » et l'urgente nécessité de la remplacer par un ensemble de mesures destinées à désarmer l'hostilité, qui atteint son paroxysme, des ouvriers et des paysans envers le Parti et le gouvernement soviétique.

On a pu se faire une idée, par la réponse de Lénine à Chliapnikov et Alexandra Kollontaï, de la gravité de la situation dans l'ensemble de la Russie. Reconnaître en effet qu'en plus des grèves ouvrières de Moscou et Pétrograd, et de l'insurrection de Cronstadt, des « centaines de milliers de **boïéviki** dévoyés (1) (paysans insurgés) sont en train de saccager, de ruiner notre économie » est ni plus ni moins qu'un constat de faillite du parti au pouvoir, mais qui, grâce à l'autorité, à l'habileté et à l'esprit de décision de Lénine, réussira à s'y maintenir par des mesures opportunes, mais aussi par une répression impitoyable dont Cronstadt et l'Ukraine resteront dans l'histoire l'image vivante et sanglante.

Mais voyons comment Lénine s'y prendra pour faire ratifier par le Xe Congrès du P.C. sa nouvelle politique économique. D'emblée il dira :

> Nous savons que seule l'entente avec la paysannerie est capable de sauver la révolution socialiste en Russie, tant que la révolution n'a pas éclaté dans les autres pays. (...) Il ne faut pas chercher à dissimuler quoi que ce soit, mais dire carrément que la paysannerie est mécontente des rapports que nous avons établis avec elle, qu'elle n'en veut pas et qu'elle ne veut plus continuer à vivre de la sorte. (...) Nous devons en tenir compte et nous sommes des hommes politiques assez lucides pour dire ouvertement : revisons notre politique à l'égard de la paysannerie.

Et plus loin :

> Nous devons nous efforcer de faire droit aux revendications des paysans qui ne sont pas satisfaits, qui sont mécontents, mécontents à juste titre et ne peuvent manquer de l'être. On doit leur dire : « Oui, cette situation ne peut plus durer. »

Mais comment satisfaire ces revendications quand l'industrie et le commerce entièrement nationalisés (jusqu'au moindre atelier de l'artisan, jusqu'à la dernière boutique du petit mercier) n'ont rien, absolument rien à offrir aux consommateurs des villes et des campagnes, en dehors de la **gratuité**, décrétée depuis le 11 octobre 1920, **des services publics et des misérables rations** de vivres distribuées aux populations de Pétrograd, Moscou et autres centres industriels. Et Lénine s'écriera :

> La paysannerie veut qu'on lui montre dans la pratique que l'ouvrier (lisez : le Parti) qui détient fabriques, usines, industrie, est capable d'organiser les échanges avec elle. D'autre part, un immense pays agricole doté de voies de communications défectueuses, aux étendues gigantesques, aux climats variés, aux conditions agricoles diverses, etc., suppose nécessairement une certaine liberté d'échanges des produits agricoles et industriels locaux, à l'échelle locale. Nous avons beaucoup péché sur ce point, en allant trop loin : nous nous sommes trop avancés dans la nationalisation du commerce et de l'industrie, dans le blocage des échanges locaux. Etait-ce une erreur ? C'est certain.

Mais rétablir la liberté des échanges suppose que la ville et la campagne ont des marchandises à échanger. Or les réquisitions ont ruiné les paysans ; et les usines qui, avant les nationalisations, fabriquaient des biens de consommation, même les plus indispensables, ont depuis longtemps fermé leurs portes non seulement parce que les matières premières et le combustible ont cessé d'arriver, mais aussi parce que la bureaucratie inhérente au nouveau système étatique a paralysé toute initiative, toute activité des ouvriers ou des techniciens consciencieux (qu'on le veuille ou non il y en avait en Russie en grand nombre). Lénine le savait. Et il cherchait l'organisateur qui saurait remettre la production industrielle sur les rails. Il allait répétant à ses familiers : « Si nous avions huit Krassine, nous serions sauvés. » Et c'est la nécessité de se procurer à tout prix des marchandises pour réamorcer les échanges entre la ville et la campagne qui désormais dictera la nouvelle politique économique que Lénine va imposer au Parti. Il dira :

> Pouvons-nous aujourd'hui nous procurer des marchandises ? Nous le pouvons, car notre situation économique s'est considérablement améliorée à l'échelle internationale. (...) Le capital (étranger), obligé de tenir compte de la réalité politique et économique (nous) déclare : « Il faut commercer. » C'est là notre très grande victoire. (...) A présent, les banquiers capitalistes nous proposent de deux côtés un emprunt de cent millions-or. Naturellement ce capital exigera des intérêts exorbitants. (...) Le traité de commerce (négocié à Londres par Krassine) avec l'Amérique et l'Angleterre est en bonne voie ; de même pour les concessions. (...) De sorte que la possibilité économique existe de nous procurer des marchandises.

Arrivé à ce point de son rapport, Lénine

(1) Dans ce nombre, Lénine range évidemment les paysans ukrainiens qui, sous le drapeau noir de Nestor Makhno, formaient l'Armée insurrectionnelle révolutionnaire d'Ukraine. A deux moments critiques, une fois contre Denikine, une autre fois contre Wrangel, les partisans de Makhno avaient apporté à l'Armée rouge une aide décisive. Mais depuis fin novembre 1920, la rupture entre le Kremlin et l'Armée insurrectionnelle était de nouveau consommée et la lutte faisait rage. Malheur aux communistes qui tombaient aux mains des paysans insurgés et inversement. Ils étaient aussitôt « passés au fil de l'épée » ou fusillés. Telle était la « loi » de cette guerre atroce qu'à l'époque bolcheviks et insurgés ukrainiens de toutes tendances se livraient, les uns pour imposer le joug du P.C. russe à l'Ukraine, les autres pour défendre les vieilles traditions de liberté et d'indépendance des populations paysannes ukrainiennes en majeure partie favorables aux conceptions de Michel Bakounine.

abattra ses cartes et devant les délégués interloqués avouera :

Des relations économiques de ce genre qui, au sommet, ressemblent à une alliance avec le capitalisme étranger, permettront au pouvoir prolétarien de procéder à la base à des échanges libres avec les paysans.

Mais Lénine devra reconnaître :

Il existe à Moscou toute une couche d'intellectuels et de bureaucrates qui cherchent à façonner l'« opinion publique ». Et de se divertir : « Voyez un peu comment il se présente, ce communisme ! On dirait un homme avec des béquilles, le visage couvert de pansements ; il ne reste plus du communisme qu'une image énigmatique. » J'en ai suffisamment entendu de ces plaisanteries. (...) La Russie est sortie de la guerre assez semblable à un homme à moitié mort sous les coups : on lui a tapé dessus pendant sept ans, encore heureux qu'il marche avec des béquilles ! Voilà où nous en sommes ! S'imaginer pouvoir nous en sortir sans béquilles, c'est ne rien comprendre ! Tant que la révolution n'a pas éclaté dans d'autres pays, *il nous faudra des dizaines d'années pour nous en sortir ; nous sacrifierons sans regret des centaines de millions, voire des milliards de nos incalculables richesses de nos abondantes sources de matières premières pour bénéficier de l'aide du grand capital évolué.* Il est impossible de maintenir le pouvoir prolétarien dans un pays incroyablement ruiné, où les paysans sont en immense majorité et ruinés eux aussi, sans l'aide du capital qui nous arrachera, bien sûr, des intérêts exorbitants.

Lénine complétera ce tableau de la situation économique par une description de la condition des masses ouvrières et paysannes russes en ce début de 1921. Ecoutons-le, cela nous changera des refrains sur l'« héroïsme » des prolétaires soviétiques alors presque unanimement dressés contre le monopole politique et économique du P.C. russe :

Dans notre pays arriéré, ces sept années de guerre ont totalement exténué les ouvriers qui ont consenti des sacrifices sans nom, et les masses paysannes. *C'est un état voisin d'une complète incapacité au travail.* Une trêve économique s'impose. Nous comptions consacrer nos réserves d'or à (l'achat) des moyens de production. Le mieux serait de fabriquer des machines, mais si nous les achetions, nous pourrions organiser notre production. *Cependant, pour cela, il faut qu'il y ait des ouvriers, des paysans aptes au travail ; la plupart du temps ils sont dans l'incapacité de travailler ; ils sont épuisés, surmenés.* Il faut les soutenir, il faut consacrer des réserves d'or à l'achat de biens de consommation.

Et Lénine va s'efforcer de regagner la sympathie des ouvriers, ceux de Pétrograd en particulier, par d'alléchantes et tardives promesses (nous sommes à la veille de l'assaut contre Cronstadt). Aux délégués du Congrès, il tiendra ce langage :

Je vous ferai part d'un renseignement. Quelques centaines de milliers de pouds de denrées alimentaires diverses sont déjà achetées et expédiées d'urgence de Lituanie, de Finlande et de Lettonie. Nous avons appris aujourd'hui la signature à Londres d'un contrat pour la fourniture de 18.500.000 pouds (300.000 tonnes environ) de charbon *dont nous avons décidé l'achat afin de ranimer l'industrie de Pétrograd et le textile.*

Lénine tirera maintenant les conséquences politiques qui découlent de cette situation économique catastrophique :

En gros, la situation est la suivante : nous devons satisfaire les besoins économiques des paysans moyens et accorder la liberté des échanges, sinon, puisque la révolution mondiale tarde, *il est impossible, économiquement impossible, de maintenir le pouvoir du prolétariat en Russie.*

Et comme première mesure économique, Lénine proposera de remplacer les réquisitions par un impôt en nature :

Pourquoi faut-il substituer l'impôt aux réquisitions ? Les réquisitions avaient pour objet de prélever tous les excédents (de la consommation familiale). Nous ne pouvions pas faire autrement, nous étions dans une misère extrême.

Lénine va conclure. Auparavant, il laissera échapper un aveu qui ruinera tout ce que lui et les autres dirigeants du Parti ont pu dire ou écrire jusqu'à ce jour sur la véritable nature de l'insurrection de Cronstadt :

(Après cette réforme), « un paysan tant soi peu conscient ne peut manquer de comprendre que nous sommes le gouvernement de la classe ouvrière et des travailleurs avec lesquels les paysans laborieux (ils sont les neuf dixièmes) peuvent s'accorder et que tout recul équivaudrait à un retour à l'ancien gouvernement tsariste. L'expérience de Cronstadt en est la preuve. *Là-bas on ne veut ni les gardes blancs ni notre pouvoir* ; et il n'y en a pas d'autre. »

Et Lénine terminera en lançant un appel au Congrès, en réalité en s'adressant aux ouvriers et aux paysans de toute la Russie :

Je vous invite à ne pas perdre de vue l'essentiel : *il faut que, dès ce soir, la radio annonce au monde entier que le Congrès du parti gouvernemental remplace les réquisitions par un impôt,* donnant ainsi au petit cultivateur de multiples stimulants pour étendre son exploitation et augmenter ses emblavures ; que le Congrès en s'engageant dans cette voie améliore les relations entre le prolétariat et la paysannerie et exprime la certitude que par ce moyen leurs rapports seront établis sur une base solide.

Ainsi, Lénine, au moment où l'assaut des troupes gouvernementales allait être lancé contre les insurgés de Cronstadt, puisait, selon une vieille tactique, dans le programme de l'adversaire tout ce qui pouvait aider le Parti à priver les « combattants de la liberté » de l'appui actif, de la solidarité effective des populations ouvrières et paysannes.

Lénine montrait une fois de plus qu'il était dans toute l'acception du terme l'homme d'Etat maître dans l'art de trouver une issue aux situations les plus critiques.

Mais quel drame dut se dérouler dans la conscience du révolutionnaire qu'au fond de lui-même il était resté quand placé devant le dilemme : abandonner Cronstadt ou le reprendre par les armes, il opta pour le second terme, et ceci au prix de la vie de milliers de combattants dont les uns, dans cette lutte fratricide, se réclamaient des mots d'ordre historiques lancés par Lénine avant la révolution d'Octobre, tandis que les autres obéissaient aux ordres du gouvernement qui, issu de cette révolution, avait à sa tête... Lénine.

Marcel BODY.

Prochain article :

« CE QUE FUT CRONSTADT »

LE CRITERIUM DES FAITS

En Yougoslavie, où les grèves, baptisées « arrêts de travail », se multiplient, « l'administration forcée » d'un fonctionnaire, remplace de plus en plus « l'autogestion ».

Les dirigeants yougoslaves finiront-ils par comprendre que, chez eux aussi, des syndicalistes ouvriers, libres de leur action, sont les « globules rouges » nécessaires à la bonne santé d'une société industrielle, quelle que soit son régime politique.

LA CONFÉRENCE DE MARCEL BODY

La conférence-débat que nous avons organisée ce 25 novembre a connu le succès. Elle l'a obtenu par le nombre des assistants : trois cents personnes emplissaient la salle de la rue Marcadet ; par l'intérêt de la conférence et du débat animé qui l'a suivie ; par la sympathie qui entoura notre initiative, notre rayon de librairie et... la collecte destinée à couvrir nos frais. Nous y avons retrouvé de vieux copains et nous avons aussi constaté la présence attentive et ardente de jeunes militants de la nouvelle vague.

Le président de la réunion était aidé de deux jeunes assesseurs : une jeune camarade syndiquée à la C.G.T., un jeune camarade adhérent à F.O. Dans notre esprit, cela était plus qu'un symbole. Le camarade président proposa à l'assemblée une organisation des débats qui fut d'ailleurs respectée. Il présenta le conférencier : *Marcel Body*, ouvrier typographe de Limoges, soldat de la mission militaire française en 1917, témoin, acteur et militant de la révolution russe, un des rares survivants de cette époque héroïque. Avec lui, nous allions avoir un témoignage irremplaçable et inestimable.

Body dégagera d'entrée le rôle éminent de Lénine, dès son retour en Russie, d'abord pour sortir son parti de la confusion où il se trouvait encore en avril 17, pour lui faire prendre conscience de la situation révolutionnaire unique : l'existence d'un autre pouvoir, analogue à la Commune de Paris, face au pouvoir débile des gouvernements « démocratiques » qui avaient succédé au tsarisme. « L'union du prolétariat et des paysans pauvres », voilà le mot d'ordre, l'objectif de Lénine qui, à la faveur d'une situation exceptionnelle, devait conduire le parti bolchevik — très faible encore en avril où il ne comptait guère que 22.000 membres — à prendre le dessus sur les socialistes révolutionnaires largement majoritaires dans les campagnes, et sur les mencheviks qui avaient pourtant l'influence prépondérante sur les ouvriers des usines.

Cette montée de l'influence des bolcheviks qui aboutit, en novembre 17 et presque sans coup férir, à leur prise du pouvoir en alliance avec les S.-R. (socialistes-révolutionnaires) de gauche, fut surtout le résultat de leur politique de paix immédiate, correspondant au désir profond des masses. *Body* a insisté beaucoup sur l'importance de ces « paysans en capote grise », déserteurs du front et dont le nombre peut être évalué à deux millions en octobre 17, après la criminelle offensive d'été commandée par Kerenski. C'est là le facteur décisif de ce que Body appelle : la deuxième phase de la révolution.

Si Lénine joua au début, ou sembla jouer, « le jeu soviétique », cela ne dura pas longtemps. Le révolutionnaire Lénine se mua en homme d'Etat, avec tout ce que cela comporte de duplicité et d'ingratitude. Body met en évidence cette « usurpation », notamment dans la question du contrôle ouvrier des usines. Le Conseil supérieur de l'Economie nationale remplaça en fait, de façon centralisée et autoritaire, ce contrôle ouvrier : le fonctionnaire chassa l'ouvrier armé.

Toute la dernière partie de la conférence fut consacrée à cette évolution rapide vers l'étatisme et la dictature d'un parti minoritaire. Les S.-R. de gauche furent éliminés à propos de la signature du traité de Brest-Litovsk avec l'Allemagne impériale. Les bataillons anarchistes, alliés réels dans le combat contre les blancs, furent traqués. Body insista sur le rôle de Makhno en Ukraine contre les généraux blancs Denikine et Wrangel. Les bolcheviks signèrent même un pacte militaire avec Makhno en 1920. Ils devaient bientôt le trahir (« La politique ne connait pas la gratitude », aurait dit Trotski).

En 1921, le divorce est grand entre le parti au pouvoir et la masse paysanne qui se considère comme trompée et aussi avec les travailleurs industriels dont la situation est devenue intolérable. C'est ce qui explique l'insurrection de Cronstadt : la révolte des marins de Cronstadt en alliance avec toute la population ouvrière de la ville, est une insurrection spontanée qui pose de justes revendications économiques et politiques (notamment les élections libres aux soviets) en accord avec les objectifs premiers de la révolution. Sa répression impitoyable est le début d'une troisième phase dans laquelle tout le stalinisme se trouve déjà impliqué.

***

Il fallait s'attendre à une discussion ardente. Nous l'avons eue puisque intervinrent à leur tour les camarades, Lime, Hagnauer, Rimbert, Leval, Rigtidel, Constantis et deux jeunes camarades dont nous nous excusons de n'avoir pas retenu le nom. C'est par eux que nous commencerons parce qu'on peut estimer qu'ils représentaient l'opposition. Ce qui ne les empêcha pas, au contraire, d'être écoutés avec sympathie et applaudis même par ceux qui ne les approuvaient pas.

Le premier (que nous désignerons par : le jeune camarade au chandail rouge) exprima cette crainte que l'argumentation de Body puisse servir à « certains qui veulent justifier leur reniement ». Il contesta « les arrière-pensées de Lénine ». Les événements donnèrent raison à celui-ci et à son défaitisme révolutionnaire contre les S.-R. de gauche. Etant donné la situation qui résultait de la guerre civile et des interventions étrangères, il n'y avait pas moyen d'agir autrement que les bolcheviks l'ont fait. (Mais les hommes d'Etat ont toujours dit, pour justifier leurs répressions et leurs tyrannies, qu'il n'y avait pas moyen de faire autrement. Cette remarque est de notre cru.) Le second nous conseilla de lire « l'Etat et la Révolution » (opposant ainsi un livre aux faits). Il déclara que c'étaient « les problèmes de notre époque » qu'il fallait résoudre, avec une vue mondiale. « Jamais, affirma-t-il, nous n'accepterons d'amalgame entre stalinisme et bolchevisme ».

Maurice Lime reprocha à Body un certain « culte de la personnalité » de Lénine. Pour lui, Staline et la nouvelle classe des technocrates couvaient derrière Lénine. La révolution était déjà trahie dès l'installation d'un régime policier et le développement rapide de l'inégalité économique et de nouveaux privilèges.

Roger Hagnauer voit dans la conférence internationale de Zimmerwald et dans la division qui sépara Lénine des autres participants, les préludes, à la fois de la révolution russe et des divergences qu'elle devait faire apparaitre à l'intérieur de la Russie comme dans l'Internationale. Hagnauer souligna la différence fondamentale entre deux conceptions de la révolution : ou bien, la révolution c'est la prise du pouvoir ; ou bien, la révolution c'est l'accession de la classe ouvrière à l'autogestion directe.

Pour *Pierre Rimbert*, il est faux d'opposer à Karl Marx ce qu'ont fait en Russie ceux qui se réclament de lui. Les révolutionnaires de 17 n'ont résolu que « les problèmes qu'ils pouvaient résoudre » dans les conditions historiques où ils se trouvaient. Or, ces problèmes n'étaient pas ceux d'une révolution socialiste, et il est dérisoire d'opposer au socialisme les actes des bolcheviks. Ceux-ci ont été pour le peuple russe ce qu'avaient été les Jacobins dans la révolution française. Ils ont tenu les promesses des autres : il ont fait la paix et entériné la prise de la terre par les paysans.

Gaston Leval ne partage pas cette opinion qui veut s'appuyer sur le matérialisme historique et la dialectique marxiste. Il a vu en Russie, en 1921, la mise en tutelle des syndicats et des comités d'entreprise. La conception dictatoriale des bolcheviks devait les conduire là où Rosa Luxembourg avait prévu qu'ils iraient. Cette conception en conduira d'autres, même bien intentionnés, aux mêmes méthodes et aux exactions. Leval en trouve un autre exemple dans l'attitude des communistes en Espagne à l'égard des collectivités libertaires.

Riguidel rappela la position des syndicalistes

révolutionnaires et la nécessité absolue, dans toutes les circonstances, d'avoir des syndicats indépendants, défendant d'une manière autonome les revendications du prolétariat. Il dénonça la responsabilité du Parti communiste actuel, et de la C.G.T. qu'il dirige, dans la défense de la hiérarchie des salaires, expression d'une nouvelle classe exploiteuse.

Constantis distingua encore pouvoir politique et gestion économique. Pour combattre la technocratie, il faut l'étudier et, sur la base d'une connaissance réelle des problèmes économiques, faire de l'anti-technocratie.

Nous ne dirons pas que, finalement, *Marcel Body* répondit à toutes ces interventions. On remarquera d'ailleurs, pour le regretter, que peu de questions directes lui furent posées sur le thème de sa conférence et, surtout, sur une expérience personnelle qu'aucun de nous n'avait eue au même titre. Notre ami se contenta de rappeler le contenu de ses articles de « la R.P. » sur l'opposition ouvrière. Il annonça d'autres études et d'autres œuvres éclairant la plupart des questions soulevées dans le débat. Mon seul objectif, conclut Body, est de servir avec obstination la vérité historique sur des événements et des positions qui ont été outrageusement déformés.

LETTRE D'UN ANCIEN

De même qu'il y a la face inconnue de la Lune, il y a aussi la face inconnue de la Révolution russe. Le grand public qui lit les journaux du P.C. et suit ses manifestations, n'entend jamais parler ni de Cronstadt, ni de l'Ukraine de Makhno, et cela depuis la fondation du communisme français.

Nous devons reconnaitre loyalement que dans ce domaine, nous tous ici, les anciens, nous avons au moins notre part de responsabilité. Notre seule excuse est que, jadis, nous étions mal renseignés et surtout soucieux de ne pas apporter de l'eau au moulin de la réaction. Compte tenu du recul et du fait de notre prise de position contre le stalinisme, nous pouvons peut-être plaider non coupable ou simplement réclamer des circonstances atténuantes. Ici, je peux rappeler un souvenir, au temps où j'étais secrétaire des Jeunesses communistes du 20e arrondissement de Paris. L'ami Malfatti me parlait déjà de Makhno et cela me troublait beaucoup, mais j'étais persuadé, comme tant d'autres, que la Révolution russe formait un bloc et qu'il fallait l'accepter comme telle, sans se soucier de ceux qu'elle écrasait, sans se soucier non plus de leur appartenance et de leur contribution à la Vérité vraie (qui n'est jamais dans la fameuse ligne).

Néanmoins, après la remarquable conférence de Marcel Body, il est bon de souligner que cinquante ans après la prise du pouvoir par les bolcheviks, tout un travail énorme de démystification demeure à faire. Body a tracé un premier sillon avec son autorité de témoin authentique ; nous devons aux jeunes, dans la mesure de nos connaissances, apporter le maximum de renseignements sur la Révolution russe, du moins pour ce qu'elle fût pour nous autres militants vivant en France lors de son apparition. Pour ma part, je me souviens avoir rencontré, à deux reprises, Chliapnikof qui, à la suite de la dissolution de l'Opposition ouvrière, fut un certain temps conseiller d'ambassade à Paris. En ce temps-là les persécutions contre les opposants — du moins pour ceux du Parti — n'en étaient pas encore à la phase tragique. Par exemple, Alexandra Kollontaï fut nommée ambassadrice à Christiania, Chliapnikof, pour sa part, échoua à l'ambassade de la rue de Grenelle. C'était une façon élégante d'empêcher les opposants irréductibles de cristalliser leurs forces en U.R.S.S. Par la suite, on sabra impitoyablement, on massacra aussi beaucoup.

Chliapnikof, qui parlait très bien le français, ayant travaillé avant 1914 dans une usine d'automobiles de Suresnes, nous expliqua, à mes copains et à moi, ce qu'était devenu l'Etat soviétique après la mort de Lénine (janvier 24). Il nous apprit, sans farder quoi que ce soit, qu'une énorme bureaucratie, plus redoutable par certains côtés que celle du tsarisme, prospérait désormais sur les ruines de la Révolution de 1917. Dans la mesure où nous pouvions être entendus, alors que la littérature de propagande du P.C. français exaltait le paradis soviétique (que l'on revoie en particulier le magazine « France-U.R.S.S. » de cette époque qui donnait le ton), le traumatisme que nous provoquions partout où nous tentions de dire un peu de vérité sur ce qui se passait en Russie, nous fit considérer très vite comme des traitres (en particulier dans la C.G.T.U. colonisée l'atmosphère était atroce).

C'est pourquoi, lorsque la courageuse Angélica Balabanof, il y a quelques années, forte de sa longue expérience des hommes et des méthodes du bolchevisme, parla à une conférence de « la Révolution Prolétarienne », nous comprimes que dès le début même avec Lénine, le ver était dans le fruit.

Ainsi, la Révolution russe, qui fut pourtant la passion de notre jeunesse, ne pouvait avoir un autre destin que celui que nous lui connaissons.

Marcel Body nous a dit que Trotsky avait l'habitude de proclamer qu'en politique il n'y avait aucune gratitude à attendre.

Ainsi l'organisateur de l'Armée rouge victorieuse dans la guerre civile contre les blancs, rejoignait Paul Claudel qui, dans le « Soulier de satin », fait dire à l'un de ses personnages : « que l'ingratitude est la récompense des souverains à l'égard de ceux qui ont tout perdu en défendant leurs intérêts ».

Trotsky devait payer cher cette lucidité, mais d'autres avant lui et *par lui*, ont eu à en connaitre leur large part, trop souvent funèbre. Hélas ! ce qui est le plus affreux, c'est d'être obligé de croire en la supposition de la revue américaine « Look » que, si des élections à la mode occidentale avaient lieu en U.R.S.S. aujourd'hui, le P.C. aurait la majorité, comme en France, sur le plan syndical, il a la majorité du fait de ses méthodes et de l'influence du « clergé » qui est sous sa coupe, guignant toutes les écharpes tricolores possibles, sans parler des légions d'honneur « impériales ». Pourquoi ? Sans doute que les hommes, même les travailleurs, sont plus sensibles en général au mensonge qu'à la vérité, et que le plus grand nombre aime se trouver du côté du manche, même rouge du sang des victimes.

Peut-être que Stendhal avait raison lorsqu'il disait « que l'opinion d'un homme en place, c'est son traitement ». Des places, il y en a à prendre, et le « refus de parvenir » n'a jamais été à la mode, voir du côté de la Fédération Mitterrand.

Beaucoup, en lisant ces lignes, pensent qu'elles sont trop pessimistes. Oui et non ! Mais il est bon de crier sur les toits que si, dans les grands cataclysmes de l'Histoire, souvent ce qui est en bas, aspire à faire surface en supprimant les privilèges de ce que était en haut il n'en reste pas moins vérifiable que la tendance classique des révolutions avortées va vers la reconstitution quasi automatique de nouveaux privilèges, d'autant plus scandaleux qu'ils sont nés de l'hypocrisie des démagogues et de la bêtise des foules, du moins de leur naïveté.

Combien d'orateurs exaltés des clubs jacobins sont devenus d'excellents préfets de Napoléon ? Racovsky, qui fut un oppositionnel, qui fut aussi ambassadeur rue de Grenelle, qui fut aussi déporté dans un camp de la mort par Staline pour ne pas en revenir, aimait à rappeler ce phénomène historique.

Je crois donc qu'il faut aujourd'hui plus que jamais proclamer que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Plus que jamais « A bas le métier politique » !

Albert LEMIRE.

« Moi, tout ; le reste, rien », voilà le despotisme. « Moi, c'est un autre ; un autre, c'est moi », voilà le régime populaire.

CHAMFORT.

A travers les LIVRES

LE MOUVEMENT SYNDICAL SOUS LA IIIe REPUBLIQUE

de Georges LEFRANC

(Payot — Bibliothèque historique, 36 F)

Au moment où tant de jeunes intellectuels semblent s'intéresser à l'histoire du syndicalisme, ce livre apporte une documentation des plus importantes sur ce que fut le mouvement syndical depuis les lendemains de la Commune jusqu'à l'effondrement de la IIIe République. Et ce ne sont pas seulement les étudiants qui trouveront intérêt et profit à lire ce livre, mais aussi les militants syndicaux des nouvelles générations désireux de connaitre les efforts de leurs ainés, leurs espoirs, leurs illusions et aussi les progrès accomplis.

Les principaux événements de la vie syndicale sont exposés dans ce livre avec soin et des notes biographiques accompagnent les faits auxquels les principaux militants ont été mêlés. Et, en soixante-dix ans, la matière n'a pas manqué, depuis les lendemains de la Commune, où les premiers syndicats étaient contraints de se réfugier dans l'illégalité jusqu'en 1940 où le syndicalisme est parvenu à occuper la place éminente que personne n'ose plus lui contester. C'est pourquoi on tente de le subordonner de tous côtés.

On trouve précisément dans ce livre trace des luttes engagées de tout temps par les militants syndicaux pour préserver l'organisation des influences bourgeoises, comme des partis. Et c'est ainsi que l'on peut lire qu'au congrès syndical de 1876, la consigne était donnée pour que seuls des ouvriers mandatés puissent y prendre la parole. L'on y apprend aussi que Jules Guesde approuvait alors cette disposition, le même Jules Guesde qui était devenu en 1906 le principal adversaire des défenseurs de l'indépendance syndicale, puisque c'est surtout contre ses amis que fut dressée la barrière de la Charte d'Amiens.

Mais s'il rapporte consciencieusement l'opinion des syndicalistes révolutionnaires, on sent que l'auteur n'est pas de leur avis. Pour lui, le syndicalisme est condamné à dépendre de l'Etat, du patronat ou des partis. Et en luttant contre l'un de ses adversaires, il ne peut manquer d'en favoriser un autre. Aussi ne voit-il, dans l'évolution du syndicalisme qu'un acheminement vers l'intégration à l'Etat. Ce qui ne semble pas lui déplaire. Alors que, pour nous, cette intégration serait la pire des faillites. Et notre conviction se renforce quand nous voyons le rôle de gendarme du gouvernement dévolu aux syndicats dans les pays où cette intégration est réalisée. Nous pouvons donc reprendre avec encore plus de force cette déclaration de Chambelland au congrès de Toulouse en 1936, que nous retrouvons dans le livre de Lefranc :

« Nous croyons que, sous tous les gouvernements, avec toutes les formes de gouvernement possibles, tant qu'il restera des ouvriers dont le travail servira à produire une plus-value qui s'en ira ou bien dans les coffres du capitalisme, ou bien servira à faire vivre un Etat bureaucratique, il faudra des syndicalistes pour défendre les ouvriers qui produisent cette plus-value. »

Certes, l'historien Lefranc sait bien que l'histoire ne sera jamais une science exacte et que le travail de recherche ne sera jamais achevé. Aussi je me permets de lui signaler ma surprise de le voir écrire que Monatte a hésité sur la route à suivre au moment de la scission qui a donné naissance à la C.G.T.U. en 1922 et qu'on ne peut « le considérer comme désapprouvant ce qui se passe ».

Or je peux témoigner que cette scission était accueillie par lui comme sa plus grande défaite personnelle. Et au moment de la conférence minoritaire de décembre 1921, il avait écrit un article dans « la Vie Ouvrière », intitulé : « Canailles et imbéciles », qui dénonçait et les réformistes décidés à se débarrasser des minoritaires et les anarchistes qui avaient élaboré un pacte secret pour pousser à la scission et se répartir les postes de direction de la future organisation. Conjuration à laquelle Monmousseau s'était finalement rallié.

Et c'est parce que la C.G.T.U. a été fondée avec la participation de certains de ses anciens amis que Monatte — qui n'approuvait pas ce qui se passait — a abandonné la *V.O.* à Monmousseau dans l'espoir, vite déçu, que ce journal fondé par lui demeurerait au moins fidèle à l'indépendance syndicale.

Mais cette rectification faite, il n'en demeure pas moins que le livre de Lefranc représente une documentation des plus précieuses, même si ses conclusions sont généralement loin des nôtres.

***

D'ailleurs Lefranc était vraiment qualifié pour écrire cette histoire. Il a été, de 1932 à 1939, directeur de l'Institut supérieur ouvrier institué alors à la C.G.T. de Jouhaux, où il a pu approcher de nombreux militants et participer en quelque sorte à la vie de la Confédération. En outre, comme il nous en informe, il a dirigé son Institut en collaboration avec Francis Million, qui en était le président.

J'ai personnellement beaucoup connu et hautement apprécié Million dans les années 1913 à 1919. Et je peux bien dire qu'il a heureusement guidé mes premiers pas dans le mouvement syndical. C'est lui qui m'a fait abonner à la première « V.O. ». Nos relations ont cessé quand, revenu du Maroc où il avait été mobilisé pendant la guerre de 1914, il s'est ingénié à ramener à la majorité confédérale l'U.D. du Rhône qui avait été minoritaire durant la guerre.

Et si j'ai gardé le meilleur souvenir du Million de cette époque, alors qu'il venait à peine de quitter l'imprimerie de la rue Villeroy à Lyon, où il exerçait le métier de correcteur, pour occuper le poste de secrétaire d'U.D., je n'ai pu le suivre quand, devenu secrétaire confédéral et directeur du « Peuple », il a pris le chemin qui l'a conduit au ministère du Travail et au fauteuil de conseiller d'Etat. Et il n'est pas impossible que les opinions de Lefranc soient un peu le reflet de celles de Million de la dernière période.

F. CHARBIT.

***

DEUX NOUVEAUX OUVRAGES SUR JEAN JAURES

JAURES ET SES DETRACTEURS

par Alexandre CROIX

(Editions du Vieux Saint-Ouen — 5, rue Cagé — Saint-Ouen - 93)

Il s'agit d'une œuvre, magnifiquement illustrée de dessins d'époque, d'un camarade connu pour sa connaissance inégalée des à-côtés de « la grande histoire ». On trouvera dans ce livre passionnant de quoi reconstituer l'histoire vraie. L'auteur écrit d'ailleurs en sous-titre : « L'histoire à travers la polémique ».

JAURES ET SON ASSASSIN

par Jean RABAUT

(Editions du Centurion, Paris)

Le camarade Jean Rabaut, journaliste, historien et syndicaliste, nous donne là une œuvre du plus haut intérêt historique dont le sommaire résume bien la substance : Jaurès devant l'opinion et devant lui-même — L'assassinat, l'assassin, le procès — Destin posthume de Jaurès.

C'est sans doute un signe que ces deux livres consacrés au grand tribun socialiste et pacifiste, paraissent presque en même temps. Nous en reparlerons plus longuement.

LES FAITS DU MOIS

MERCREDI 1er NOVEMBRE. — Grève des journalistes et employés de **« la Dépêche » de Toulouse.**
L'Algérie réduit l'activité des banques françaises.
La **Guinée** demande à reprendre les relations avec la France et l'Angleterre.

JEUDI 2. — Débrayage à **Rhodiacéta** à Lyon.
Les **travaillistes anglais** perdent encore deux sièges au Parlement.
Le **Mexique** remet plus d'un million d'hectares de terres arables aux paysans.

VENDREDI 3. — A **Saint-Etienne,** des bureaux de reconversion pour les mineurs sont ouverts.
Dans la sidérurgie lorraine, **Sidelor** absorbe la Société Mosellane.
200 **Antillais** manifestent à Paris contre la détention de 50 des leurs à Pointe-à-Pitre.
En **Espagne,** plus de 2.000 ouvriers et étudiants poursuivis à la suite de la manifestation du 27 octobre.
Au **Nigeria,** bataille entre troupes fédérales et forces du Sud-Est : 2.000 morts.

SAMEDI 4. — Au **Yémen,** destitution du maréchal Sallal.
A **Aden,** violents combats : 70 morts, 250 blessés.

DIMANCHE 5. — Le **P.S.U.** considère le retrait de la France du pacte atlantique comme un objectif essentiel.

LUNDI 6. — Le **« Sunday Telegraph »** se demande si les échanges militaires décidés entre la France et l'URSS sont conciliables avec la coopération franco-anglaise.

MARDI 7. — Les **Aciéries de Pompéi** seraient absorbées par Ugine.
M. **Boisard** (C.F.T.C.) est élu président de la Caisse Nationale d'Allocations familiales après démission forcée de M. Mathevet (C.F.D.T.).
Deux Noirs sont élus maires aux U.S.A., à Cleveland et Gary.

JEUDI 9. — Congrès de la **C.F.D.T.** à Issy-les-Moulineaux.
A **Maubeuge,** 30.000 personnes manifestent contre les ordonnances **et les dégradations de l'emploi.**

VENDREDI 10. — Echec du lancement d'un premier missile bi-étagé français dans les **Landes.**
Damoy prend le contrôle de Primior.
Des **gaullistes de gauche** refusent de participer au congrès de l'U.N.R.

SAMEDI 11. — Un nouveau parti allemand d'extrême-droite comptant 30.000 membres, en congrès à Hanovre, revendique le **Tyrol du sud** autrichien.

DIMANCHE 12. — Fin de la grève de 9 jours des journalistes et employés de **« La Dépêche de Toulouse »** où les ouvriers ont travaillé durant la grève.

LUNDI 13. — Les statistiques officielles enregistrent une aggravation du **chômage** en France au mois d'octobre.
A **Rabat,** confirmation de la condamnation à 18 mois de prison du secrétaire de l'U.M.T.

MARDI 14. — Cinq navires de guerre russes arrivent à **Alger.**

MERCREDI 15. — **La C.F.D.T.** reçoit une délégation des syndicats russes.
Combats sanglants à **Chypre :** 28 morts turcs.
En **Grèce,** 70 opposants à la junte militaire sont déférés aux tribunaux de Salonique et d'Athènes.

JEUDI 16. — Des parachutistes français sont envoyés en **République Centrafricaine** à la demande des autorités locales.
A **Djibouti,** des nationalistes sont condamnés à de lourdes peines de prison pour avoir manifesté en 1966.

VENDREDI 17. — Réunion du congrès de la **C.F.T.C.** à Clichy.
Régis Debray est condamné à 30 ans de prison en Bolivie.

SAMEDI 18. — Le Parlement turc autorise l'envoi de l'armée à **Chypre.**
La **monnaie anglaise** est dévaluée de 14,3 % et dix autes nations dévaluent à leur tour.

LUNDI 20. — Le congrès de la **F.E.N.** approuve le rapport de son secrétaire par 8.472 voix contre 4.837.
Les **U.S.A.** atteignent **200 millions d'habitants.**

MARDI 21. — Le **J.O.** annonce la reprise des importations des **vins d'Algérie** suspendues **depuis janvier.**
Bataille d'avions et de chars entre Israéliens et Jordaniens.

MERCREDI 22. — Contre l'importation des vins d'Algérie, **2.000 viticulteurs** barrent la voie ferrée entre Narbonne et Carcassonne.
Grève générale au **Chili :** 5 morts et 16 blessés à Santiago.
En **Indonésie,** arrestation de 50 officiers accusés de comploter en faveur de Sukarno.

JEUDI 23. — Le groupe pétrolier **Elf** obtient en **Irak** des concessions sur des champs qui avaient appartenu à l'I.P.C. anglo-américain.

VENDREDI 4. — Le **plafond des salaires** soumis à cotisation à la Sécurité Sociale est porté de 1.140 à 1.205 F par mois à partir du **1er janvier.**
Les **mines de fer** de Lorraine, qui ont licencié 1.542 ouvriers en 1967, s'apprêtent à en licencier un millier en 1968.
Tension aggravée à **Chypre.** Des navires britanniques croisent en Méditerranée.
200 **athlètes noirs** des U.S.A. refusent de participer aux Jeux olympiques de 1968.

SAMEDI 25. — En **Yougoslavie,** le parti menace d'exclusion les « chauvins » et les **« démagogues ».**

LUNDI 27. — A **Tourcoing,** 200 ouvriers manifestent contre les licenciements.
A **Saint-Etienne,** 250 ouvriers en grève dans une usine de matières plastiques.
Au congrès de l'Istiqlal à **Rabat,** Allal el Fassi est réélu président.
Au **Chili,** 63 dirigeants syndicaux sont poursuivis pour la grève du 22.
La **Grèce** accepte de retirer ses troupes de Chypre.

MARDI 28. — A **Bourges** et à **Montchanin,** manifestations contre les licenciements.
Conférence de presse de **de Gaulle :** contre l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, pour le Québec libre et contre Israël.

MERCREDI 29. — **L'Assemblée** nationale repousse le projet d'amnistie par 269 voix contre 195 et 15 abstentions.
Réactions contre **de Gaulle.** Le Canada se plaint d'une immixion intolérable ; la Grande-Bretagne maintient sa candidature au Marché commun ; Israël décèle un relent d'antisémitisme.

JEUDI 30. — Nombreux débrayages dans la **métallurgie** : à Issoudun, Le Mans, Saint-Etienne, Valenciennes.
L'Université de **Madrid** fermée pour 48 heures.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE NOVEMBRE 1967

RECETTES

Abonnements ordinaires	618,00	
Abonnements de soutien	535,00	
		1.153,00
Souscription		337,00
Vente au numéro		153,00
Total des recettes		1.643,00
En Caisse (C.C.P.) au 1-11-67		3.769,04
		5.412,04

DEPENSES

Impression, expédition (numéros sept-oct.)	3.250,74
P. et T.	93,60
Frais déplacements	90,00
Confection bandes	40,00
Frais généraux	27,39
	3.501,73
En Caisse (C.C.P.) au 30 novembre 67	1.910,73
	5.412,04

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Bouquet (Hauts-de-Seine), 35 ; Thévenon (Loire), 35 ; Le Rai (Hauts-de-Seine), 30 ; Samuel (Gironde), 30 ; Grimm (Moselle), 45 ; Gerlach (Allemagne), 60 ; Barlet (Loire), 50 ; Maitron (Hauts-de-Seine), 30 ; Cazaubon (Hautes-Pyrénées), 30 ; Fichet (S.-St-Denis), 60 ; Dogny (Paris), 130. — Total : 535,00.

SOUSCRIPTION

Kirsch (Hauts-de-Seine), 15 ; Duperray (Loire), 12 ; Maupioux (Val-de-Marne), 20 ; Leclercq (Jura), 10 ; Louzon (A.-M.), 100 ; Le Rai (Hauts-de-Seine), 20 ; Fourgeaud (Maroc), 20 ; Bravet (Ardèche), 20 ; Péronin (Puy-de-Dôme), 10 ; Jardin (Aveyron), 15 ; Planas (A.-M.), 20 ; Piednoir (Paris), 10 ; Gavard (Htes-Pyr.), 5 ; Bonan (Paris), 25 ; Goldschild (Paris), 30 ; Costa (Htes-Pyr.), 5. — Total : 337,00.

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris-12e — Le directeur de la publication : Ferdinand CHARBIT
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.